

l'Anticapitaliste

n°514 | 19 mars 2020 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

FACE AU CORONAVIRUS



CONTRE L'IRRESPONSABILITÉ DU POUVOIR

**IL Y A URGENCE À
NOUS DÉFENDRE!**

Dossier

**SOLIDARITÉ
ANTIRACISTE AVEC
LES MIGRANT·E·S!**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**Le coronavirus comme
révélateur**

Page 2

PREMIER PLAN

**Coronavirus: les gens sont-ils
#irresponsables (et égoïstes)?**

Page 3



ACTU INTERNATIONALE

**USA: les travailleurEs
américains face au coronavirus**

Page 5

LIBRE EXPRESSION

**Coronavirus: un plan d'urgence
sanitaire et sociale**

Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Le coronavirus comme révélateur

L'épidémie et la crise sanitaire sont là. L'urgence est bien évidemment à la solidarité avec les personnels soignants, avec toutes celles et tous ceux qui exercent des fonctions vitales à la société et devront continuer d'aller travailler, avec les malades, avec les plus fragiles d'entre nous.

Mais l'urgence ne doit pas nous interdire de discuter ensemble, de réfléchir collectivement, de faire de la politique, même si le confinement ne facilite pas les choses et qu'il va falloir faire preuve de créativité et d'inventivité.

La crise du coronavirus joue un rôle de révélateur : des conséquences dramatiques de l'austérité sur les systèmes de santé ; des catastrophes que peut générer le développement sans limite de l'agro-business, pour lequel le profit prime tout, y compris la vie, la nôtre et celle de la planète ; des dangers inhérents à l'économie capitaliste, contradictoire dans son essence même avec la planification de la production et son orientation vers les besoins de toutes, pas les profits de quelques-uns ; de l'irresponsabilité de nos gouvernants qui, après avoir détruit l'hôpital public, prennent, autoritairement, des mesures contradictoires et inefficaces, obsédés qu'ils sont par la sauvegarde du système économique, au mépris de la santé du plus grand nombre.

L'heure n'est donc certainement pas à l'« union nationale » ou à l'« union sacrée » qu'appellent de leurs vœux ceux-là mêmes qui nous ont précipités dans la crise. On pourrait, certes, sourire en les entendant prononcer les mots « nationalisations » (Le Maire), « interdiction des licenciements » (Pénicaud) ou « biens et services qui doivent être placés en dehors des lois du marché » (Macron). Mais, au vu des circonstances, on n'a pas tellement envie de sourire.

Car on sait que malgré ces déclarations hypocrites, faites sous la pression des évidences, ils ne changeront rien et continueront de nous emmener dans le mur. Alors, face à l'urgence sanitaire, il n'y a rien à attendre d'eux, il va falloir se battre, être solidaires entre nous. Et c'est aussi le moment, en luttant et en construisant ces solidarités, d'imaginer, ensemble, le monde d'après, le monde sans eux, le monde où nous décidons, pour nous, vraiment.

BIEN DIT

Oui, monsieur le Président, vous pouvez compter sur nous ! Mais l'inverse reste à prouver...

COLLECTIF INTER-HÔPITAUX, Twitter, 15 mars 2020.

À la Une

Face au coronavirus Contre l'irresponsabilité du pouvoir Il y a urgence à nous défendre !

Lundi, la nouvelle prise de parole de Macron a bien résumé la façon dont le pouvoir entend gérer cette grave crise sanitaire. Annonce – tardive – de mesures de confinement... pour celles et ceux qui le peuvent, sanctions et répression pour les autres, nouveaux cadeaux aux entreprises sans aucune aide aux salariéEs impactés, sans un centime pour le secteur hospitalier, le tout sur une tonalité martiale et menaçante... Masquer leurs propres responsabilités dans le retard pris face à la crise semble être la préoccupation essentielle de Macron et de son gouvernement.

Ces derniers jours, le gouvernement, relayé par différents médias, a multiplié les déclarations stigmatisant les gens présents dans les parcs, les bars et restaurants ou sur les marchés, fustigeant le prétendu manque de solidarité... Pourtant, ce sont Macron et ces gouvernants, qui, il y a peu, minimisaient le danger sanitaire, invitant tout le monde à sortir, à aller voter, s'affichant au théâtre... En réduisant de façon dramatique les moyens humains et matériels de l'hôpital public, ce pouvoir, à la suite de ses prédécesseurs, empêche le service public de santé de répondre pleinement à l'épidémie. De plus, en multipliant les annonces et mesures contradictoires, en retardant au maximum le confinement, en maintenant contre vents et marées les élections municipales, il a contribué à créer l'illusion que le danger n'était pas si important...

Macron et ses amis servent les capitalistes et les grands patrons, en refusant de contraindre à s'arrêter les entreprises et services non essentiels dans cette situation. Le confinement oui, mais visiblement pas pour tout le monde ! SalariéEs contraints d'aller au travail, SDF et migrantEs, détenuEs dans les prisons et les CRA, populations au logement précaire, ce sont toujours les mêmes qui font les frais des choix politiques de ceux d'en haut...

Un pouvoir illégitime

Le moins que l'on puisse dire est que les élections municipales, aussi déformées ont-elles été par l'abstention, ont confirmé le discrédit et l'illégitimité de ce pouvoir, dont



les listes ont, sauf rares exceptions, réalisé des scores particulièrement bas. Le second tour est certes reporté, mais nul doute qu'il confirmera cette tendance. Comment pourrait-il en être autrement après trois ans d'exercice du pouvoir de Macron et de Castaner se situent dans la droite ligne des politiques menées depuis trois ans. Ils ne donnent aucune réponse concrète à l'urgence sanitaire et piétinent les demandes du personnel médical : pas de budget, pas de matériel, pas d'embauches... Ils refusent d'exiger l'arrêt de l'ensemble des productions et services non indispensables, et prennent donc la responsabilité de continuer d'exposer les salariéEs au virus et de propager ce dernier. Ils excluent toute réorganisation de la production pour fabriquer, par

exemple, des masques, du gel, etc., à la hauteur des besoins, pourtant tellement importants et urgents. Ils sont prêts à déboursier des centaines de milliards pour sauver le système bancaire, mais pas à réquisitionner les logements vides pour les sans-abris ou les mal-logéEs. Leur seule promesse concrète pour la population, c'est la matraque.

Vite, des mesures d'urgence pour protéger la population !

Inefficace et autoritaire, ce gouvernement n'est pas à la hauteur face à la crise du coronavirus, mettant en danger des centaines de milliers de personnes afin de maintenir la marche de l'économie à tout prix. Des mesures d'urgence à la hauteur s'imposent, elles doivent donc être imposées !

• Pour répondre à la crise sanitaire :
– Distribution du matériel médical de protection et tests de dépistage gratuits ;

– Augmentation immédiate des budgets hospitaliers (ouverture de lits, recrutements massifs en CDI et revalorisation salariale) ;

– Mise sous contrôle public des industries produisant le matériel médical et réquisition des établissements privés de santé...

• Contre les conséquences économiques et sociales qui peuvent être très dures pour le monde du travail :
– Mise à l'arrêt des lieux de production et de services pour les secteurs non essentiels, avec maintien du salaire pour l'ensemble des salariéEs, quel que soit leur statut ;

– Respect du droit de retrait pour toutes les salariéEs en cas de crainte pour leur santé ou celle de leurs proches ;

– Indemnisation intégrale à hauteur du salaire en cas de chômage partiel ou de confinement ;

– Versement du salaire intégral en cas d'arrêt pour garde d'enfant ou protection préventive ;

– Interdiction des licenciements et suppressions d'emploi (y compris les intérimaires et vacataires)...

• Nous devons également organiser la solidarité envers celles et ceux en situation de précarité sociale (personnes isolées, sans-abri, sans-papiers, détenuEs, etc.).

Les directions syndicales nationales doivent mettre en avant ces exigences, notamment autour de l'arrêt de toutes les productions non indispensables.

Nous devons avant tout compter sur nous-mêmes, en exerçant notre pression pour imposer des mesures vitales, parce que nos vies valent plus que leurs profits, que leur système capitaliste.

CORONAVIRUS

« L'épidémie requiert une rupture avec les politiques d'austérité »

L'épidémie de coronavirus est un révélateur de la fragilité du système capitaliste et des dangers qu'il fait peser sur les classes populaires, notamment par son productivisme congénital et le type de politique, causes fondamentales de la crise écologique et climatique.

Le fait que le ralentissement économique a précédé le Covid-19 ne doit conduire à nier ni l'impact économique de l'épidémie (interruption de productions, rupture des chaînes d'approvisionnement, impacts sectoriels sur le transport aérien et le tourisme, etc.) ni le sérieux de la menace qu'elle constitue en tant que telle. Phénomène disruptif à dynamique exponentielle, l'épidémie est un amplificateur spécifique de la crise économique et sociale.

Une politique absurde

Juguler l'épidémie aurait nécessité de prendre rapidement des mesures strictes de contrôle sanitaire des voyageurs venant de régions contaminées, d'identification et d'isolement des personnes contaminées, de limitation des transports et de renforcement des services sanitaires. Englués dans les politiques néolibérales avec lesquelles ils tentaient de contrer le ralentissement économique, les gouvernements capitalistes

ont tardé à les prendre, puis les ont prises insuffisamment, ce qui les a contraints à en prendre ensuite de plus sévères, sans arrêter pour autant de courir derrière la propagation du virus. Le zéro stock, l'austérité budgétaire dans les domaines de la santé et de la recherche et la flexiprécarité du travail doivent être mises en accusation à l'occasion de la crise. Des scientifiques ont tiré la sonnette d'alarme lors de l'épidémie du coronavirus SRAS en 2002-2003.

Des programmes de recherche fondamentale ont été proposés en Europe et aux USA qui auraient permis de mieux connaître cette catégorie de virus et d'en prévenir la réapparition sous de nouvelles formes. Les gouvernements ont refusé de les financer. Une politique absurde, mais taillée sur mesure pour laisser la main sur la recherche dans ces domaines à l'industrie pharmaceutique, dont l'objectif n'est pas la santé publique mais le profit par la vente de médicaments sur le marché des malades solvables.

Comme tout phénomène disruptif, l'épidémie suscite d'abord des réactions de déni. Celles-ci peuvent ensuite céder le terrain à la panique et la panique peut être instrumentalisée par des complotistes et autres démagogues pour faire le jeu de stratégies autoritaires de contrôle technologique des populations et de limitation des

Un monde à changer

ÉPIDÉMIE ET FRONTIÈRES SOCIALES. Vous êtes inquiets pour votre santé en ces temps de pandémie? Rien de plus simple: « Grâce à notre réseau, nous sommes en mesure de transférer votre dossier médical aux hôpitaux, cliniques, centres de traitement du cancer, de vous obtenir un avis médical sur votre pathologie avec les meilleurs praticiens et chirurgiens sous 72h. » Il suffit d'aller sur le site de Ribau & Garner et d'avoir les moyens de payer. Ribau & Garner, situé à Paris, est ce que l'on appelle un service de conciergerie médicale. Sa première utilité est d'éviter à ceux qui y ont recours (et n'ont pas un professeur de médecine complaisant dans leurs relations) de faire la queue aux urgences des hôpitaux. Le coronavirus ne connaît pas les frontières, ni nationales ni sociales. Mais, comme l'explique le quotidien américain *The New York Times* du 5 mars dernier, ce serait une erreur de croire que les frontières sociales n'existent pas. Le journal détaille des précautions prises par un certain nombre de riches Américains pour faire face dans les meilleures conditions au coronavirus et s'isoler. Pour eux, pas question de passer par les urgences, d'où l'augmentation des adhésions aux services de conciergerie médicale. On peut penser que les affaires vont bien aussi pour Ribau & Garner, qui vise d'abord une clientèle internationale.

Des variantes luxueuses de masques et de gels protecteurs sont mises en circulation. Mais ce n'est que brouilles. Les riches ont un autre problème que les urgences: les files d'attente et la promiscuité lors des contrôles de sécurité dans les aéroports. Les chefs d'entreprise abandonnent donc la première classe pour les avions privés. En Floride, la compagnie aérienne Southern Jet a récemment envoyé à ses clients des mails promotionnels intitulés « Évitez le coronavirus en volant à bord de jets privés... Demandez un devis aujourd'hui! » Ceux qui peuvent s'éloigner des grandes villes choisissent des lieux isolés. Certains de ceux qui ne le peuvent pas font des provisions de matériel médical, d'oxygène, de nourriture pour de longues périodes et vont parfois jusqu'à équiper leur résidence de pièces isolées qui, dans certains cas, sont de véritables bunkers. Et toutes ces grandes fortunes se sont gavées des cadeaux fiscaux et autres accordés par Trump (et ses prédécesseurs). Il en est de même en France et dans les autres pays capitalistes. La contrepartie en a été des économies insensées sur les services publics et le système de santé pour le plus grand nombre. Ceux qui tentent de se mettre à part du reste de la société, même par temps d'épidémie, ce sont les super-riches.

CORONAVIRUS Les gens sont-ils #irresponsables (et égoïstes)?

Le hashtag #irresponsables, pour parler de la population française se ruant dans les bars, dans les parcs ou sur les marchés, a fait les choux gras de la presse. On a parlé de manque de « civisme » ou de solidarité. Serions-nous collectivement irresponsables et égoïstes?

Pour répondre à cette question, il faut prendre en compte de nombreux facteurs qui déterminent nos comportements.

Un gouvernement irresponsable

L'attitude du gouvernement est la première à devoir être taxée d'irresponsable. En premier lieu, parce qu'en réduisant de façon drastique les moyens humains et matériels de l'hôpital public, il nous a mis dans une situation d'impréparation totale à ce type d'épidémie. Face à l'épidémie, le discours et les mesures ont été toutes contradictoires les unes avec les autres, retardant le confinement au maximum, en maintenant les élections. Mais en n'assurant pas l'approvisionnement de matériel suffisant à la protection de l'ensemble de la population, et en particulier pour les populations des villes (dont les transports en commun), pour les salariés d'entreprises, il a fait croire que le danger n'était pas si grave.

Le gouvernement, en refusant de contraindre les entreprises à arrêter la production, en refusant de donner du matériel de protection, en changeant d'avis (sur les consignes), a laissé ouverte la porte à la mise en danger de l'ensemble de la population en France...

Ce gouvernement est illégitime

Le gouvernement fait face à l'illégitimité de sa politique. Il n'est plus entendu (et à raison). Le coronavirus ne fait pas oublier le passage en force de la réforme des retraites, la répression massive des Gilets jaunes. Personne n'oublie les violences de la police, ni le 49.3. Et ce que propose à nouveau le gouvernement c'est l'unité fantôme de la Nation. Personne n'est donc vraiment dupe. De plus, comme à son habitude, le gouvernement emploie des mesures coercitives pour forcer la population à appliquer ces mesures mais sans assurer aucun moyen, aucune protection. Oui, la distance sociale est une mesure sanitaire que nous

devons adopter, face au virus et donc s'auto-confiner. Mais c'est à la population de s'auto-organiser, c'est aux salariés de décider.

Nous ne sommes pas à égalité face au confinement

CertainEs peuvent se confiner en famille, avec leurs proches, pour d'autres la situation est plus compliquée: l'isolement total rend le confinement particulièrement difficile. Pour d'autres, c'est la famille qui est une source d'angoisse, ou de danger. L'essentiel de la transmission se produit à l'intérieur des familles. Sans oublier la violence conjugale, familiale, l'homophobie des parents parfois... Nous n'avons pas tous les mêmes moyens ni les mêmes logements. Vivre pendant 45 jours dans un appartement de 9 m², à douze dans un deux pièces, dans un appartement insalubre, avec des problèmes de chauffage ou d'électricité, c'est tout simplement invivable. Sans parler des sans-logis et de toutEs celles et ceux qui vivent dans la grande

précarité y compris en matière de logement. Nous n'avons pas accès de la même manière à la culture, à internet, au téléphone, aux livres... Pour tout cela aussi, il faut des mesures d'urgence et des mesures de solidarité: réquisition de tous les logements vides, relogement, maintien de tous les salaires... Il faut assurer collectivement l'approvisionnement alimentaire et des besoins élémentaires. S'informer de l'état de santé de ses voisinEs. Il est possible de se prêter des livres, des films (en se désinfectant les mains auparavant) de partager ses codes wifi avec les voisinEs...

Le capitalisme nous enseigne l'individualisme, construisons une solidarité de classe!

Ne nous leurrions pas, c'est ce système qui construit notre individualisme, qui nous fait croire que c'est mieux en écrasant les autres. Depuis les années 1980, ce sont tous les éléments de solidarité et de collectif qui se sont fait dézinguer par le pouvoir et par les capitalistes. Rien d'étonnant à ce que ce soit des réflexes individualistes qui viennent en premier avec cette crise... Et pourtant, plus que jamais, cette dernière doit être l'occasion de prouver que c'est le collectif qui nous permettra de nous en sortir, que cette société marche sur la tête. Construisons une solidarité de classe: nos vies, pas leurs profits!

Mimosa Effe

droits démocratiques, comme en Chine et en Russie. Il y a en plus un risque sérieux que le Covid-19 soit utilisé par les fascistes comme prétexte pour justifier et intensifier les politiques racistes de refoulement des migrantEs.

Les mouvements sociaux doivent prendre les choses en main

La gauche ne peut absolument pas se contenter de rabattre le facteur exogène de la crise sanitaire sur la crise économique capitaliste endogène. Elle doit prendre en compte la crise sanitaire en tant que telle et développer des propositions pour la combattre de façon sociale, démocratique, antiraciste, féministe et internationaliste. À contre-courant de l'individualisme, elle doit aussi adopter pour elle-même et propager dans les mouvements sociaux des comportements collectifs

responsables du point de vue de la non-propagation du virus. À la différence des mesures de limitation de l'usage de la voiture prises par certains gouvernements en réponse au « choc pétrolier », par exemple, nul ne peut se soustraire ici à sa responsabilité par rapport à la santé: la sienne, celle de ses proches et la santé publique, sans oublier la responsabilité par rapport au Sud global. Ou bien les mouvements sociaux prennent cette question en main eux-mêmes, démocratiquement et à partir des réalités sociales des dominéEs, ou bien les dominantEs imposeront leurs solutions liberticides.

Le danger majeur de l'épidémie est le possible dépassement du seuil de saturation des systèmes hospitaliers. Il entraînerait inévitablement une aggravation du tribut payé par les plus pauvres et les plus

faibles, en particulier parmi les personnes âgées, ainsi qu'un report des tâches de soins dans la sphère domestique, c'est-à-dire en général sur le dos des femmes. Le seuil dépend évidemment des pays, des systèmes de santé et des politiques d'austérité-précarité qui y ont été imposées. Il sera atteint d'autant plus vite que les gouvernements courent derrière l'épidémie au lieu de la prévenir. L'épidémie requiert donc clairement une rupture avec les politiques d'austérité, une redistribution des richesses, un refinancement et une dé-libéralisation du secteur de la santé, la suppression des brevets dans le domaine médical, la justice Nord-Sud et la priorité aux besoins sociaux.

Daniel Tanuro

Version intégrale sur <https://www.gaucheanticapitaliste.org/huit-theses-sur-le-coronavirus/>

TRUMP S'ENGAGE
CONTRE LE
CORONAVIRUS



Le chiffre

550 milliards

C'est en euros, d'après le gouvernement allemand, le montant des prêts, avec garantie de l'État, que la banque publique KfW est d'ores et déjà disposée à accorder aux entreprises du pays pour « résister » à la crise du coronavirus. Comme quoi, lorsque les intérêts des capitalistes sont menacés, de l'argent, il y en a...



À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

SUR FACEBOOK
[@anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)

SUR TWITTER
[@Lanticapitalis1](https://twitter.com/Lanticapitalis1)

SUR INSTAGRAM
[@l_anticapitaliste](https://www.instagram.com/l_anticapitaliste)

NO COMMENT

Non seulement les difficultés [à l'hôpital] n'ont pas diminué, mais on est là face à des difficultés massives, mais je peux vous dire que la proportion de scrogneugneus a chuté.

MARTIN HIRSCH, directeur général de l'AP-HP, France Inter, 15 mars 2020, à propos des personnels hospitaliers en lutte.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MUNICIPALES

Rassemblement national : un bilan contrasté mais le danger est bien là

En meilleure posture qu'en 2014, après ses derniers succès électoraux, le RN abordait néanmoins ces municipales avec des ambitions mesurées. Conserver les communes conquises en 2014 (et faire oublier le fiasco toulonnais de 1995!) et, à partir de là, élargir son influence territoriale. Même si l'on doit, vu les conditions particulières de ce scrutin, le faire avec une certaine prudence, on peut néanmoins tirer quelques bilans. Et le bilan du RN pour ce premier tour des municipales est bien contrasté.

L'extrême droite a réussi dès le premier tour à garder huit des douze communes dont il s'était emparé en 2014, le tout avec des scores qui ne peuvent qu'inquiéter : Hénin-Beaumont (74,2%), Beaucaire (59,5%), Camaret-sur-Aigues (70,2%), Hayange (63,1%), Le Pontet (57,2%), Villers-Cotterêts (53,4%). Du côté des villes de plus de 50 000 habitantEs, elle conserve Fréjus, Rachline y étant réélu avec 50,6% des votantEs (certes avec une abstention record de 61,6%) et Béziers avec Ménard, l'allié du RN, réélu avec 68,7% des votantEs.



Tremplin pour le présidentielle

Par contre, si le RN arrive en tête dans certains endroits comme à Mantes-la-Jolie ou dans le secteur 7 de Marseille (13^e et 14^e arrondissements), ce qui lui laisse espérer de prendre de nouvelles mairies, il est loin d'avoir réussi à essaimer comme il le souhaitait. Y compris dans des communes où il avait fait de très bons scores aux précédentes élections, notamment aux européennes, lui laissant présager une possible victoire, comme Denain, Liévin, Miramas, Berre-l'Étang ou encore Nangis. Dans de plus grandes villes, comme Nice, Toulon, Nîmes ou Calais, où il avait fait précédemment de bons scores, il n'arrive pas à dépasser la barre des 20%.

Si le RN est arrivé à s'implanter dans la durée avec les villes qu'il a conservées, il rencontre toujours des difficultés à étendre son implantation territoriale. Sa meilleure opportunité, et sa plus grande ambition, reste Perpignan. Aliot vient d'arriver largement en tête avec 35,6% des suffrages, loin devant Pujol, le maire LR actuel (18,4%), devant la liste EÉLV-PS (14,5%) et la liste du député macroniste (13,1%). Le score du RN au premier tour, en pourcentage, est légèrement supérieur à celui de 2014, Aliot ayant alors échoué au second tour. Mais la faiblesse de la gauche locale et le discrédit tant du PS que de la droite « républicaine » et macroniste font craindre cette année une victoire électorale d'Aliot. Perpignan serait la seule commune de plus de 100 000 habitantEs à passer sous le contrôle du RN. Depuis Toulon, en 1995, sa plus grande conquête, que ne manquerait pas d'exhiber l'extrême droite. Un laboratoire pour la politique du RN et un tremplin pour une conquête du pouvoir au niveau national qui reste l'objectif principal de Le Pen.

Jean Boucher

MUNICIPALES

Crise politique et claqué pour le gouvernement!

Malgré la catastrophe sanitaire en cours, le gouvernement a maintenu le premier tour des élections municipales dimanche 15 mars. Et si, sans surprise, l'abstention a battu tous les records, ce premier tour marque aussi la sanction attendue du gouvernement.

Le maintien coûte que coûte par le gouvernement du premier tour des élections municipales a été pour le moins irresponsable et totalement contradictoire avec le fait d'avoir, à juste titre fermé les établissements scolaires et de nombreux lieux publics pour tenter de répondre à la grave crise sanitaire du coronavirus. Aussi, sans surprise, avec seulement 44% de participation (-19,55% par rapport à 2014), l'abstention a profondément marqué ce scrutin électoral. C'est l'expression la plus claire du large désintérêt populaire pour cette élection perçue comme totalement déplacée dans une situation où l'ensemble du pays est en train de s'installer dans le confinement. C'est aussi bien évidemment la continuité d'une crise démocratique qui marque l'ensemble des scrutins depuis plusieurs années, et qui s'exprime largement en dehors des urnes.

Sanction du gouvernement

Même si trois ministres candidats (Darmanin, Lecornu et Riester) ont été réélus dès le premier tour (comme ils avaient été élus en 2014), tout en ne rassemblant qu'entre 15% et 24% des inscritEs, la sanction du pouvoir annoncée depuis des semaines se confirme. L'opération Buzyn à Paris a pris l'eau, tout comme dans la grande majorité des principales

villes du pays, avec en point d'orgue Lyon, jusqu'ici gérée par Collomb, ex-ministre de Macron, dont le candidat est en difficulté à l'issue du premier tour. Et même si Edouard Philippe arrive en tête au Havre (seule grande ville où un candidat LREM est en tête), n'oublions pas qu'il avait été élu dès le premier tour en 2014 et que le second tour risque d'être très compliqué pour lui. Les raisons de cet échec, il ne faut pas les chercher bien loin. Depuis son arrivée au

pouvoir, la politique libérale et autoritaire de Macron est rejetée par les classes populaires : du mouvement des Gilets jaunes sur les ronds-points et dans la rue à la contre-réforme des retraites contestée par la grève, la mobilisation contre sa politique est incessante depuis un an et demi. La gestion de la grande crise sanitaire du coronavirus par le gouvernement, catastrophique, fait sans nul doute partie des nombreuses raisons de voter contre les macronistes qui,



pendant plusieurs semaines, n'ont pas mesuré l'importance du danger et n'ont pris aucune mesure d'ampleur jusqu'à jeudi dernier.

Percée des Verts dans les grandes villes et pari raté pour le RN

Un constat s'impose, sans doute lié au taux d'abstention historique pour une telle élection, c'est le nombre important de maires sortants réélus dès le premier tour. Cette prime au pouvoir en place profite à tous les autres partis, des Républicains au Parti socialiste en passant par le Rassemblement national. Ce dernier, pourtant, n'a pas réussi son pari de conquérir les villes moyennes lors de ces échéances, comme on peut le constater en Seine-Maritime ou dans le sud de la France (lire ci-contre). Après les Européennes, les écologistes continuent leur percée en particulier dans les grandes villes comme Bordeaux, Lyon ou Strasbourg. Et ce sont dans les quartiers les plus favorisés de ces grandes villes que leurs scores sont les plus hauts. Mais ce sont aussi des endroits où ils menaient une liste large de gauche (PS, PCF ou avec LFI). En revanche, là où EÉLV est seule, comme à Marseille ou Paris, leurs résultats sont beaucoup moins bons. Le pouvoir, en maintenant à tout prix ce premier tour, a amplifié la crise politique, alors que le second tour est désormais reporté à... plus tard. Cette crise politique n'est que le reflet d'une crise plus profonde d'un système capitaliste à bout de souffle, incapable aujourd'hui de répondre tant au risque d'un krach boursier qu'à la menace d'un dangereux virus... Mais les réponses aux crises – sanitaire, économique, démocratique... – que nous traversons, ce n'est pas dans les urnes que l'on peut les trouver mais dans la mobilisation de touTEs pour imposer des mesures d'urgence qui font passer nos vies avant leurs profits. **Joséphine Simphon**

ADP La privatisation bloquée par le Covid-19

Sibeth Ndiaye, la porte-parole du gouvernement, l'a annoncé le 11 mars à la sortie du conseil des ministres : « La privatisation ne saurait se poser... compte tenu des conditions actuelles du marché ».

Évidemment, avec la pandémie de Covid-19, les cours de la Bourse plongent et les analystes prédisent une perte de chiffre d'affaires allant de 63 à 113 milliards de dollars pour le secteur du transport aérien dans le monde (son chiffre d'affaires était de 838 milliards en 2019). D'ailleurs, l'action ADP – qui était montée de 88 euros en 2016 jusqu'à plus de 170 euros depuis 2 ans – vient de s'écrouler à moins de 10 euros depuis début mars. D'où une perte sèche d'ores et déjà supérieure à 4 milliards d'euros de la valeur boursière des actions de l'État. Très mauvaise opération en cas de vente dans les semaines ou les mois à venir. Dans tous les cas, désormais, d'après les dirigeants d'ADP, la prochaine date possible ne serait que début 2021 après la clôture des comptes. Mais, même avant le coronavirus, le gouvernement ne semblait pas



pressé de lancer le processus de privatisation. Xavier Huillard, le PDG de Vinci, principal prétendant au rachat d'ADP, déclarait, début janvier, que la privatisation n'était à l'ordre du jour ni pour Vinci ni pour Bercy.

Un rapport de forces significatif

La campagne de recueil des signatures pour obtenir un référendum n'aura pas permis de bloquer la privatisation mais, avec plus de 1,1 million de personnes ayant réussi à déposer leur formulaire sur le site officiel, la sanction est sans appel : il y a un profond rejet populaire de cette privatisation. Et clairement, Macron ne veut pas provoquer un nouveau motif de colère sociale alors que sa contre-réforme

des retraites est toujours contestée par une majorité de la population. Car ne pas avoir atteint l'objectif de 4,7 millions de signatures n'est en rien le signe d'une adhésion populaire à la privatisation. Tout d'abord, le dépôt de sa signature en elle-même était déjà un exercice compliqué, semé d'embûches. Mais aussi, tout a été fait par le gouvernement pour étouffer depuis mai 2019 le débat public sur la privatisation d'ADP.

Un gouvernement en difficulté politique

Le gouvernement, qui se gausse des débats démocratiques, préférant des mises en scène autocratiques de Macron, a tout fait pour censurer toute confrontation sur cette question. Loin de vouloir

convaincre, il a fait de la question d'ADP un non-sujet, alors que les écrans publicitaires des médias étaient saturés de clips vantant la privatisation de la Française des Jeux. Aucun débat parlementaire, qui aurait pu avoir un fort écho médiatique, mais pas plus de débat ou même d'enquête, de reportage, dans le riche réseau des chaînes d'informations, toutes dévouées au néolibéralisme capitaliste. Sur ADP, loin d'être bavard, il fallait être muet, rien qui puisse catalyser les 70% de la population apparaissant opposés à la privatisation dans tous les sondages. Rien non plus pour se faire l'écho de la possibilité hautement subversive de réclamer un référendum sur la question. Souvenons-nous que pour Bruno Le Maire, de tels gestes font « le jeu des populismes et affaiblissent la démocratie représentative ». Dès lors, la mobilisation pour le référendum ne pouvait dépendre que de l'énergie de militantEs, les mêmes qui sont plongés depuis 5 mois dans la bataille pour défendre le système des retraites. Désormais, la loi PACTE peut s'appliquer dans sa totalité, avec la possibilité pour l'État de vendre ses participations dans ADP, mais l'opposition politique demeure et sur cette question aussi, le gouvernement est minoritaire. **Léon Crémieux**

USA Les travailleurEs américains face au coronavirus

La vie des travailleurEs américains est bouleversée par le coronavirus. Ils sont mis en danger par la crise sanitaire et menacés par le krach économique qui a suivi.

De nombreuses activités, comme les compagnies aériennes, ont réduit leur activité, laissant beaucoup de travailleurEs sans emploi. Comme les responsables de la santé ont recommandé la distance sociale, de nombreux événements avec un public de masse – concerts, événements sportifs et pièces de Broadway – ont été supprimés. D'autres salariéEs qui travaillent avec le public, comme les agentEs du métro de New York et les chauffeurEs de bus, restent à leur poste. Des millions de travailleurEs, dans les entrepôts et le commerce alimentaire, par exemple, continuent également de travailler. Et, bien sûr, les employéEs de la santé continuent de travailler dans les cliniques et les hôpitaux.

Trump a d'abord minimisé le danger

Le gouvernement américain a géré la pandémie. L'administration Trump avait réduit les crédits des Centres pour le contrôle des maladies (Centers for Disease Control – CDC) et les instituts nationaux de santé (National Institutes of Health) et a fermé l'équipe d'intervention de la Maison Blanche en cas de pandémie. Alors même que les CDC tentaient de mettre en œuvre des actions face à l'épidémie, Trump a minimisé celle-ci. Le premier cas américain date du 20 janvier, mais ce n'est que le 13 mars que Trump a déclaré une urgence nationale.

La situation est terrible pour de nombreux et peut-être la plupart des travailleurEs. Les États-Unis n'ont pas de système national de soins de santé et des dizaines de millions



WIKIMEDIA COMMONS

de travailleurEs américains n'ont pas d'assurance maladie. De plus, des millions de travailleurEs américains n'ont pas de congés de maladie payés, pas de congés familiaux et des millions de salariéEs précaires n'ont pas de jours de vacances. Les travailleurEs n'ont aucune garantie d'emploi ou de revenu.

La réponse initiale de Trump a été de proposer des prêts gouvernementaux sans intérêt et des allègements fiscaux pour les entreprises afin de compenser les coûts de la crise du coronavirus dont elles pourraient souffrir.

Certains employeurs ont suggéré que les salariéEs qui peuvent travailler à domicile le fassent via la vidéoconférence et l'ordinateur. Mais de nombreux et nombreuses travailleurEs ont des emplois qui ne peuvent pas être effectués à domicile, pensez aux éboueurEs ou aux ouvrierEs de la construction.

Pour comprendre la complexité de la situation, considérons une infirmière avec deux enfants qui veut

aller à l'hôpital pour travailler, à la fois pour aider à répondre à la crise et pour subvenir aux besoins de sa famille, mais qui constate que l'école ou la garderie a fermé. Elle ne veut pas demander à ses parents de s'occuper des enfants car ils ont tous les deux plus de 60 ans et donc une probabilité plus élevée de maladie et de décès. Que fait-elle ?

Les revendications syndicales

En réponse à la crise, de nombreux syndicats ont réagi en présentant des revendications à leurs employeurs privés et publics. Les demandes les plus courantes sont :

- Dépistage et traitement gratuits pour touTEs les travailleurEs ;
- Maintien du revenu même si les travailleurEs doivent rester à la maison ;
- Aucune perte d'emploi pendant la crise épidémique ;
- Congés de maladie payés pour touTEs sans attestation du médecin ;
- Protection de la santé des travailleurEs des secteurs public et privé qui doivent répondre à la crise.

Les syndicats d'enseignantEs de Chicago et de New York ont exigé la fermeture des écoles, comme cela a été fait à Los Angeles, à San Diego et dans de nombreux autres districts.

Certaines organisations de travailleurEs immigrés ont exigé que les immigrants sans papiers aient également accès à tous les programmes de santé et autres protections.

Une loi qui laissera à l'écart 80% des salariéEs

Nancy Pelosi, chef du Parti démocrate à la Chambre des représentants du Congrès US, a fait adopter un projet de loi par la Chambre avec des dispositions qui, en apparence, reflètent bon nombre de ces demandes :

- Test gratuit de coronavirus pour tous ceux qui en ont besoin, avec ou sans assurance
 - Jusqu'à deux semaines de congé de maladie payé et jusqu'à trois mois de congé familial et médical payé ;
 - Une assurance chômage plus forte pour les travailleurEs en congés ;
 - Plus de fonds pour les programmes alimentaires destinés aux écoliers et aux personnes âgées ;
 - Plus d'argent pour Medicaid, le programme d'assurance-maladie public pour les Américains à faible revenu.
- Pourtant, il y a en fait un énorme trou dans ce texte : des employeurs importants comme Amazon et McDonalds ne seront pas tenus de financer un congé « payé », et les entreprises de moins de 50 employéEs pourront demander des exemptions. Seulement environ 20% des travailleurEs seront réellement couverts par ce projet de loi. Et il reste à voir s'il sera définitivement adopté.

Dan La Botz, le 14 mars, traduction Henri Wilno

AGROBUSINESS

« On ne pourrait pas concevoir un meilleur système pour produire des maladies mortelles »

Un entretien avec le biologiste Rob Wallace, sur les liens entre agrobusiness et épidémie de coronavirus. Propos recueillis par par Yaak Pabst pour Marx21, traduction Acta.zone.

Vous menez des recherches sur les épidémies et leurs causes depuis plusieurs années. Dans votre livre Big Farms Make Big Flu, vous tentez notamment d'établir des liens entre les pratiques agricoles industrielles, l'agriculture biologique et l'épidémiologie virale. Quelles sont vos conclusions ?

Le véritable danger de chaque nouvelle épidémie est l'échec à – ou, pour le dire plus clairement, le refus opportun de – comprendre que chaque nouveau Covid-19 n'est pas un incident isolé. L'augmentation de l'occurrence des virus est étroitement liée à la production alimentaire et à la rentabilité des sociétés multinationales. Quiconque cherche à comprendre pourquoi les virus deviennent plus dangereux doit étudier le modèle industriel de l'agriculture et, plus particulièrement, de l'élevage animal. À l'heure actuelle, peu de gouvernements et scientifiques sont prêts à le faire. Bien au contraire.

Lorsque de nouveaux foyers apparaissent, les gouvernements, les médias et jusqu'à la plupart des établissements médicaux sont tellement pris par l'urgence qu'ils écartent les causes structurelles qui poussent de multiples agents pathogènes marginaux à devenir soudainement des célébrités mondiales, les uns après les autres.

Qui faut-il blâmer ?

J'ai évoqué l'agriculture industrielle, mais elle s'inscrit dans un champ bien plus large. Le capital est le fer de lance de l'accaparement des dernières forêts primaires et des terres agricoles détenues par les petits exploitants dans le monde. Ces investissements favorisent la déforestation et le développement, ce qui entraîne l'apparition de maladies. La diversité et la complexité fonctionnelles que représentent ces immenses étendues de terre sont rationalisées de telle sorte que des agents pathogènes auparavant enfermés se répandent dans le bétail local et les communautés humaines. En bref, les métropoles centrales, comme Londres, New York et Hong Kong, devraient être considérées comme nos principaux foyers de maladies.

Pour quelles maladies est-ce le cas ?

Il n'y a pas d'agents pathogènes indépendants du capital à ce stade. Même les populations les plus éloignées géographiquement finissent par être touchées, fût-ce de manière distale. Les virus Ebola et Zika, le coronavirus, la fièvre jaune, diverses formes de grippe aviaire et la peste porcine africaine chez les porcs comptent parmi les nombreux agents pathogènes qui quittent les arrière-pays les plus reculés pour se diriger vers les boucles périurbaines, les capitales régionales et, finalement, vers le réseau mondial de transport. On passe de chauves-souris frugivores du Congo à la mort de bronzeurs de Miami en quelques semaines.

Quel est le rôle des entreprises multinationales dans ce processus ?

À l'heure actuelle, la planète Terre est en grande partie une ferme planétaire, tant en termes de biomasse que de terres cultivées. L'agrobusiness vise à s'accaparer le marché alimentaire. La quasi-totalité du projet néolibéral est organisée autour du soutien aux efforts des entreprises basées dans les pays industrialisés les plus avancés pour voler les terres et les ressources des pays les plus pauvres. En conséquence, nombre de nouveaux agents pathogènes, jusqu'alors tenus en échec par des écologies forestières en évolution constante, sont désormais libres, et menacent le monde entier.

Quels sont les effets des méthodes de production des entreprises agroalimentaires sur ce phénomène ?

L'agriculture capitaliste, en remplaçant les écologies naturelles, offre les moyens exacts par lesquels les agents pathogènes peuvent développer les phénotypes les plus virulents et les plus infectieux. On ne pourrait pas concevoir un meilleur système pour produire des maladies mortelles.

Version intégrale (en français) sur : <https://acta.zone/agrobusiness-epidemie-dou-vient-le-coronavirus-entretien-avec-rob-wallace/>

L'abnégation et le sens du sacrifice des travailleurEs du secteur de la santé, unique rempart pour contenir le virus, est en train de devenir l'un des grands moments de solidarité sociale en Italie. Il n'en reste pas moins que de nombreuses structures hospitalières sont désormais au bord de l'effondrement et que les travailleurEs de la santé ne disposent pas, de façon appropriée, du matériel indispensable, comme simplement des masques, qu'aucune entreprise italienne ne fabrique car ils ont été considérés comme un produit peu rentable.

Les premiers signaux envoyés d'une gestion de la crise totalement indifférente aux secteurs les plus faibles étaient déjà clairs ces jours derniers par rapport à la condition des travailleurEs de l'économie souterraine et des précaires, des milliers de SDF, des migrantEs, mais aussi face au sort de plus de 60 000 détenuEs dans les prisons du pays.

La classe ouvrière à l'heure du coronavirus

Mais l'exemple le plus frappant est l'attitude cynique du gouvernement et des capitalistes en ce qui concerne la sécurité sanitaire sur les lieux de travail. Tous à la maison ! C'était apparemment le sens du dernier décret de Conte, le 11 mars. Mais il n'en est rien ; le « noyau dur » de l'économie italienne, les usines et les entreprises du centre-nord ne sont absolument pas fermées : c'est un cadeau du gouvernement à la Confindustria (l'organisation patronale), qui avait explicitement demandé qu'on ne paralyse ni la production ni les affaires. Des centaines de milliers de travailleurEs

ITALIE Coronavirus: sauver les profits ou sauver les personnes ?

La situation créée par l'épidémie de Covid-19 met en lumière toutes les contradictions de la société capitaliste. Il était clair, dès le début, que si l'on n'avait pas supprimé 35 milliards d'euros du budget de la santé publique on ne serait peut-être pas aujourd'hui dans cette situation dramatique.

mettent ainsi tous les jours leur santé en danger en raison de conditions de travail insalubres. Pour eux, donc, les contrôles des barrages routiers n'existent pas. Venir au travail pour sauver l'économie nationale : telle est la rengaine que l'on commence à leur siffler aux oreilles.

Grèves dans les usines

Pour répondre à cette situation intolérable, les ouvrierEs ont déclenché d'importantes grèves dans de nombreuses usines, du Nord au Sud du pays. Les travailleurEs exigent des mesures de sécurité, ne veulent pas être contaminés, veulent rester à la maison, veulent la fermeture des usines et la garantie des salaires. Il y a eu des grèves dans la région de Milan, de Brescia et de Bergame (Bitron, Alfa Acciai, Iveco, Beretta, Electrolux, pour ne citer que quelques établissements), à Mantoue, en Vénétie. Dans le Piémont, beaucoup d'entreprises se sont arrêtées, parmi lesquelles des secteurs de la FCA. La grève spontanée dans un magasin d'Amazon, non loin de Turin, est significative. Et aussi la Fincantieri en Ligurie, la ex-Ilva de Tarente et des centaines d'autres dans toute l'Italie.

Les revendications des grévistes vont de l'assainissement des lieux de travail à la distribution de matériel sanitaire mais, surtout, à la fermeture de toutes les entreprises qui ne sont pas de stricte utilité publique et la garantie que les travailleurEs restent chez eux continuent à percevoir la totalité de leurs salaires et ne soient pas licenciés.

Un accord truqué

Les grèves, considérées comme « irresponsables » par la Confindustria, ont obligé les grandes organisations syndicales, jusqu'ici complètement passives, à demander une rencontre avec le gouvernement. Sauf que la réunion entre gouvernement, syndicats et organisations patronales, convoquée par internet, a fini, dans la nuit de vendredi, en farce honteuse : les syndicats ont accepté un protocole d'accord lamentable qui laisse en fait aux directions des entreprises un total arbitrage dans la gestion de la situation d'urgence. Il est dit que ce sont les différentes entreprises et les différents représentants syndicaux qui doivent au cas par cas se mettre d'accord sur les mesures

sanitaires à prendre, sans aucun contrôle de l'État ni sans aucune réelle obligation de la part des sociétés. Les protocoles sanitaires connus sont fragiles, confus et même contradictoires. Enfin, alors qu'il serait déjà très difficile voire impossible de seulement les faire appliquer dans les grandes usines, il est complètement irréaliste que l'on puisse y parvenir dans toutes ces entreprises de services et associées, pour la plupart petites, sous contrat ou en sous-traitance, sans syndicat, ou dans ces entreprises employant des migrantEs soumis aux pires conditions de chantage. Cet accord donne l'exacte mesure de l'irresponsabilité avec laquelle on affronte les problèmes afin de préserver les profits patronaux : si l'on n'arrête pas la production industrielle non indispensable, le risque que la contagion échappe définitivement à tout contrôle sera très élevé. Les nouvelles qui arrivent de la province de Brescia et de Bergame, à forte concentration industrielle, sont dramatiques. S'obstiner à vouloir garantir les profits est une attitude criminelle. Fabrizio Dogliotti et Franco Turigliatto, traduction de Bernard Chamayou



Lesbos, le 3 mars. DR

LES SALES VIRUS

Union nationale, guerre, couvre-feu, état d'urgence: ces mots, et les mesures qui vont avec reviennent, justifiés aujourd'hui au prétexte de la crise du coronavirus, comme en 2015 ils étaient justifiés par la menace terroriste. On nous dira que ça n'a rien à voir? Mais ce qui s'est mis en place en 2015 ne s'est jamais arrêté en réalité, ni dans les discours ni dans la politique menée: chasse aux étrangerEs, fermeture des frontières, augmentation des effectifs de police et de leurs capacités de surveillance et de contrôle. Récemment encore quand les élections semblaient le centre du monde, le danger pour la France était supposé être le «séparatisme islamique» et des «listes communautaristes», entendez des listes de Noirs et d'Arabes.

Normalisation

Ajoutez à cela qu'en Grèce des milices fascistes, rejointes par des fascistes de toute l'Europe, ont appelé ouvertement au pogrom contre les migrantEs, qu'en Allemagne (en Allemagne!) un nazi est allé tirer dans deux bars à chicha en février, tuant neuf personnes dont une femme tzigane. C'était peu de temps après qu'en Thuringe la droite eut fait alliance avec le parti d'extrême droite AfD.

C'est passé inaperçu? Cela même signifie quelque chose: après avoir posé à l'antifasciste pour se faire élire en 2017, Macron intègre désormais, sans la moindre réaction, le Rassemblement national de Marine Le Pen dans «l'Union nationale». Aux élections municipales à Béziers ou Hénin-Beaumont, les maires du Rassemblement national ont obtenu 70% des voix, se faisant réélire dès le premier tour.

Les gouvernements en place sont dits libéraux, populistes ou nationalistes, mais la vérité est que la trajectoire politique, à des rythmes parfois différents et selon des modalités spécifiques est la même aux États-unis, au Brésil, en Turquie qu'en Europe.

Identité des trajectoires

Cette identité des trajectoires, ces légitimations utilisant des prétextes différents pour des politiques allant toujours dans le même sens (le racisme, le nationalisme, le militarisme, le renforcement de l'État), nous disent qu'elles ont une logique en soi.

Il y a environ 100 ans, cherchant à comprendre comment le monde plongeait dans la séquence qui allait mener à la Première puis à la Seconde Guerre mondiale, un révolutionnaire russe appelé Nikolai Boukharine avait expliqué comment la plongée du monde dans la sauvagerie et la barbarie du nationalisme et de la guerre n'avait, du point de vue du capital, rien d'irrational. Analysant ce qu'il appelait impérialisme, il montrait que le développement de la

concentration et de la centralisation du capital conduisait à déporter de plus en plus la concurrence entre capitaux du terrain directement économique à celui entre États. Et il expliquait comment cette évolution impliquait une transformation des États vers non seulement le militarisme mais aussi des structures de plus en plus autoritaires. Et la nécessité, pour les classes dirigeantes, de faire adhérer les populations à cette trajectoire via le nationalisme et le racisme.

Construction de «l'autre»

Cette analyse peut sembler abstraite. Elle a en réalité des conséquences très concrètes. Elle nous dit qu'entre politiques d'austérité et offensives sécuritaires, nationalistes et racistes, il y a une unité. Elle nous dit que le racisme n'est pas une simple diversion, ne concerne pas uniquement celles et ceux qu'il brutalise et humilie directement. Le racisme, l'autre face du nationalisme, est la construction de «l'autre» qui est la seule base d'union autour de la classe dirigeante et de son État dans sa compétition avec d'autres capitaux et d'autres États.

Cela signifie que dans la lutte contre la politique des capitalistes, celle-là même qui nous mène au chaos, la lutte contre le racisme n'est ni une option ni une simple indignation contre le sort fait à une partie de la population, une injustice à réparer. À défaut d'en faire progresser la nécessité concrète et donc l'expérience pratique, avec toutes ses difficultés au sein de notre classe et de ses mobilisations, le racisme et le nationalisme nous frapperont comme un boomerang.

L'avertissement grec

Ce qui s'est passé en Grèce ces dernières semaines devrait à ce point de vue être plus qu'une alerte. Parce que dans ce pays, ces dernières années les luttes sociales n'ont pas manqué. Mais que les virus du racisme et du fascisme n'ont pas été éteints pour autant. Jusque dans les rangs de notre classe.

Mais comme le démontre ce que raconte Petros Constantinou, de la coalition antiraciste Keerfa, il n'y a pas plus de fatalité dans un sens que dans un autre. À condition de mener le combat au sein du mouvement. À Lesbos, une des îles grecques où se trouve le plus gros camp de réfugiés, les néo-nazis ont été marginalisés et le 14 mars une manifestation antifasciste a eu lieu.

La crise du coronavirus ne suspend pas la lutte de classe. Du côté du pouvoir au moins. Et dans sa gestion elle ne suspend pas la propagation des virus du racisme et du fascisme. Elle les amplifie. Le pire pour l'avenir serait de penser que cette lutte, même temporairement, serait secondaire ou pourrait être reportée.

Denis Godard

SOLIDARITÉ ANTI AVEC LE MIGRANT



« À LESBOS, LES FLICS ONT ÉTÉ BATTUS ET EXT JOURS DE COMBAT PERMANENT AVEC DES

Interview de **Petros Constantinou**, coordinateur national de la coalition antiraciste et antifasciste Keerfa et conseiller municipal d'extrême gauche à Athènes.

Quelle est la situation actuelle pour les réfugiés?

La vie des réfugiés est un véritable enfer après les attaques racistes du gouvernement de droite «Nouvelle démocratie»: vote d'une nouvelle loi sur l'asile, fermeture des frontières avec la Turquie au fleuve Evros, interdiction d'accoster pour les bateaux qui essaient d'arriver sur les côtes des îles de la mer Egée, construction de nouveaux centres de rétention de masse de 20 000 places pour pouvoir les déporter.

Plus de 40 000 réfugiés sont pris au piège actuellement dans les îles dont 20 000 pour Lesbos dans le camp de Moria, une situation de jungle comparable à ce qui existait à Calais.

L'armée et la police, soutenus par Frontex, combattent avec des gaz les réfugiés au fleuve Evros et ceux qui traversent la frontière risquent des emprisonnements de 4 années et des amendes de 10 000 euros.

Le gouvernement grec utilise la propagande ouvertement raciste selon laquelle la Grèce aurait été envahie par des migrantEs illégaux sous les ordres d'Erdoğan, et exige l'union nationale pour fermer les frontières. Malheureusement Alexis Tsipras, dirigeant de Syriza, a donné son



Au centre, Petros Constantinou dans un cortège de Keerfa. DR

soutien total au Premier ministre Mitsotakis pour cette politique raciste et meurtrière, tournant le dos au mouvement de solidarité avec les réfugiés mais aussi à des sections de Syriza qui s'opposent à ces attaques, particulièrement parmi la jeunesse.

Quel est l'impact de la crise liée au coronavirus?

Avec le coronavirus la situation est extrêmement mauvaise et rend particulièrement évidente l'hypocrisie du gouvernement qui refuse d'employer les effectifs suffisants dans l'hôpital public

mais qui, dans le même temps, poursuit sa guerre raciste contre les réfugiés et envoie des milliers de policiers pour les réprimer. Et qui laisse ainsi des milliers dans des conditions sanitaires catastrophiques.

Qu'en est-il des réactions de la population?

Le gouvernement essaie de dire que la population est derrière lui pour attaquer les réfugiés. La réalité est ce qui s'est passé à Lesbos et Chios quand le gouvernement a essayé d'imposer la construction de deux énormes camps de

rétention en deux semaines en utilisant l'expropriation des terres et l'envoi de 1 000 forces spéciales de la police.

La population s'est révoltée et a empêché ce projet de prisons de masse pour les réfugiés. Au cœur de la résistance, les syndicats locaux ont appelé à trois jours de grève générale, paralysant l'île, et ont mobilisé des milliers de personnes contre la police.

Les flics ont été battus et étendus par trois jours de combat permanent avec des habitantEs. Ils ont dû quitter l'île avec des activistes qui les attaquaient y compris quand ils battaient en retraite pour se protéger dans un camp militaire!

La direction de ce combat était assurée par des gens de gauche, et l'extrême droite et les fascistes qui ont essayé de l'infiltrer ont été marginalisés. La grande défaite pour le gouvernement a été que toutes les instances, locales et régionales, de la «Nouvelle démocratie», se sont opposées aux projets du gouvernement, mais ont échoué à contrôler la résistance. Après cette défaite, les nervis d'extrême droite ont essayé d'attaquer les bateaux de réfugiés et les activistes sur l'île de Lesbos, provoquant une manifestation antifasciste. La plus importante a eu lieu ce samedi 14 mars avec des centaines de participantEs, dont l'Association des médecins, présente avec sa banderole, tournant ainsi le dos à tous ceux et celles

RACISTE ES E.S!

**Dossier publié
à l'occasion de la Journée
internationale pour
l'élimination de la
discrimination raciale
(21 mars).**

ÉNUÉS PAR TROIS HABITANT·E·S!



qui permettaient de légitimer les attaques fascistes et les « restez à la maison » en utilisant la peur de propagation du coronavirus.

Il semble pourtant qu'Aube dorée, que les mobilisations antifascistes avaient mis en crise, ait retrouvé une nouvelle audience. Qu'en est-il ?

Nous étions dans une période où les néonazis d'Aube dorée avaient été isolés et expulsés du Parlement pour la première fois depuis 2012, avec notamment un procès qui dure depuis 5 ans. Néanmoins les politiques néolibérales du gouvernement et de l'Union européenne, de l'Europe forteresse, les discours propagés par le gouvernement selon lequel il y a une invasion pour « l'islamisation » de la Grèce, la compétition militaire entre la Grèce et la Turquie pour le contrôle stratégique du Moyen-Orient et de la Méditerranée autour du gaz naturel, les attaques racistes qui désorientent la résistance aux mesures d'austérité, le nationalisme et les discours guerriers, tout cela ouvre la voie aux fascistes pour revenir.

Comment réagissez-vous dans cette situation ?

Nous nous trouvons désormais face au défi du coronavirus, qui ne justifie pas l'union nationale avec le gouvernement comme Syriza le fait. Nous défendons un programme de revendications pour le soutien des hôpitaux

publics, comportant notamment le recrutement immédiat de plus d'employés et l'augmentation des moyens. La destruction du système de santé publique provoquée par l'acceptation des mémorandums signifie que les gens sont renvoyés chez eux. Nous défendons donc des réponses de classe et la nécessité de la lutte pour sauver les vies des travailleuses et travailleurs plutôt que de sauver les riches et les banquiers qui exigent de nouvelles mesures d'austérité à la suite d'un nouvel effondrement boursier et du ralentissement de l'économie. Suite à la campagne très réussie de participation de réfugiés des camps à la manifestation féministe du 8 mars, des groupes de Keerfa organisent actuellement, avec des réfugiés des camps, des diffusions de tracts et des réunions à l'intérieur des camps pour les appeler à participer à la manifestation du 21 mars. Ils établissent des listes de participants pour les cars et nous espérons que cela fera la différence car un des principaux arguments dans cette période de coronavirus est que les camps sont les pires endroits pour la santé des réfugiés et parce que nous voulons la liberté pour nous tous et toutes ! Notre slogan est « Ouvrez les frontières, les réfugiés sont bienvenus, fermez les camps de concentration. Expulsons Mitsotakis pour nous sauver du racisme, des fascistes et du coronavirus ! »

CORONAVIRUS: MIGRANT·E·S ET TRAVAILLEUR·E·S SANS PAPIERS TOUJOURS PLUS EN DANGER!

La crise sanitaire mondiale provoquée par le coronavirus, conjuguée à l'indigence des gouvernements, aggrave fortement les conditions de vie, déjà insupportables, des plus pauvres, des plus vulnérables, des plus précaires de la société, notamment celles des migrantEs et sans-papiers.

Contre l'Europe des frontières, des barbelés, et des centres de rétention!

Face à l'actuelle crise sanitaire, les dirigeants de l'Union européenne (et d'ailleurs) démontrent leur incapacité à prendre des mesures préventives pour l'enrayer. Les discours dominants agitent la peur, le confinement, la fermeture des frontières, l'appel si besoin à l'armée pour faire respecter ces mesures. Nous savons pourtant depuis la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, que les nuages radioactifs, pas plus que les virus ne respectent les frontières. Et quand bien même: notre slogan « nos vies valent plus que leurs profits » ne s'appliquerait-il qu'à une partie de notre société? Devrions-nous sacrifier les principes d'égalité, de fraternité et de sororité sur injonction des autorités? D'autant plus qu'aucun mur, aucune barrière de barbelés ne pourra dissuader celles et ceux qui ont décidé de quitter leur pays en guerre, ou poussés par la misère, à rejoindre l'Europe, même si les conditions « d'accueil » y sont catastrophiques. Comme le résumait très bien un jeune Marocain candidat à l'exil à un journaliste: « La fermeture des frontières ne changera rien, on n'a pas de frontières ».

Plus que jamais nous exigeons l'ouverture immédiate des frontières, ainsi que le droit d'installation pour toute et tous!

Halte aux confinements autoritaires, liberté de circulation, fermeture des centres de rétention administrative!

Les mesures coercitives prises à l'encontre des migrantEs depuis une semaine sur tout le territoire italien laissent présager celles que pourraient prendre les autorités ici aussi: confinement renforcé pour les centres d'hébergement des demandeurs d'asile, obligation de présenter des papiers d'identité et un certificat de travail pour tout déplacement, refus gouvernemental aux ONG qui demandaient des mesures de mise à l'abri des migrantEs qui sont à la rue. Comme nos lecteurs et lectrices le savent, les centres de rétention en France sont en ébullition. Plusieurs grèves

de la faim et des mutineries y ont éclaté dans les dernières semaines, pour protester contre les conditions inhumaines d'incarcération, notamment depuis la mise en application d'une loi allongeant de la détention de 45 à 90 jours et plus dans certains cas, avec l'absence totale de suivi administratif. Au centre de Lesquin (à côté de Calais), un cas de coronavirus a été révélé vendredi 13 mars, sans que les détenus en aient été informés par l'administration. Inquiets, ils ont décidé de ne pas se rendre dans les espaces collectifs de la prison, dont le principal qu'est le réfectoire, refusant de se nourrir dans de telles conditions. Aucune association n'est actuellement sur les lieux, aucune visite n'est autorisée, aucun kit sanitaire n'a été distribué aux détenus! L'administration ayant déclaré ne pouvoir les expulser faute de transports, ils sont donc dès lors retenus en toute illégalité et réclament fort justement leur libération.

Nous ne pouvons accepter que ces mesures inhumaines perdurent et devons revendiquer d'urgence l'arrêt des expulsions du territoire et la fermeture des sinistres CRA! Il en est de même pour la population carcérale: alors que les prisons sont dramatiquement surpeuplées, essentiellement de détenuEs issus des milieux populaires et d'étrangers en situation irrégulière condamnés à des courtes peines, une mesure de libération massive d'urgence s'impose!

Régularisation et égalité des droits pour toutes et tous: une urgence!

Partie intégrante de la classe ouvrière de France et de notre camp social, les travailleurs et travailleuses venuEs des quatre coins du monde ont mené des luttes courageuses, exemplaires et parfois victorieuses pour exiger leur régularisation et une véritable égalité des droits. SoumisEs à un chantage permanent de la part du patronat qui refuse ou rechigne à faire les démarches permettant une régularisation, ils et elles sont des dizaines de milliers contraintEs à une quasi clandestinité et à une exploitation éhontée. Celles et ceux qui, par leurs luttes, ont su faire respecter leurs droits, ne sauraient cacher la forêt que constitue la masse des sans droits, des sans abris, sans protection sociale. Avec un certain cynisme, le gouvernement en appelle à la responsabilité générale et au télétravail, à domicile. Mais quid pour celles et ceux dont la profession ne le permet pas? Quid pour les travailleurEs du bâtiment? Quid

pour les « femmes de ménage », pour les forçats de la restauration rapide, et bien d'autres? Comment exercer un légitime droit de retrait lorsqu'on est travailleurE isoléE? Comment faire respecter ses droits quand on galère pour ses papiers depuis des années? Posons également le risque d'infection et de propagation du virus: comment les salariéEs les plus précaires, dont les migrantEs qui habitent le plus souvent loin des centres-villes

et qui sont obligéEs d'utiliser des transports en commun, pourraient-ils ne pas être touchés directement par la propagation du virus? Ce sont des questions urgentes et nous devons obliger le gouvernement à y répondre. C'est un combat majeur pour les anticapitalistes, et il faut en faire une priorité dans les combats actuels. Égaux, égales, personne n'est illégal!

Alain Pojolat



« Quand des milliers de migrantEs sont mortEs chaque année, noyéEs, électrocutéEs, asphyxiéEs sur les routes de la migration à cause du système des frontières et des politiques anti-migratoires je n'ai rien dit. Je n'étais pas migrantE. Quand les sans-papiers ont été enfermés dans des centres de rétention je n'ai rien dit. Je n'étais pas sans-papier. Quand des campements de Roms ont été expulsés ou attaqués je n'ai rien dit. Je n'étais pas Rrom. Quand les foyers de travailleurs immigrés ont été détruits, leurs salles collectives fermées, je n'ai rien dit. Je n'étais pas travailleur immigré. Quand des jeunes des quartiers populaires ont été tués par la police je n'ai rien dit. Je n'étais pas noir ou arabe. Quand un père de famille chinois a été tué chez lui par la police je n'ai rien dit. Je n'étais pas asiatique. Quand des jeunes musulmanes ont été exclues de l'école, agressées dans les rues à cause de leur foulard je n'ai rien dit. Je n'étais pas musulmanE. Quand des mosquées et des synagogues ont été attaquées je n'ai rien dit. Je n'étais ni musulmanE ni juif/juive. Quand ils s'en sont pris aux Gilets jaunes et aux grévistes je ne les ai pas soutenuEs. Quand la police a mutilé des manifestantEs, je n'ai rien dit. Je n'étais pas en grève. Quand la société est devenue invivable et que les fascistes ont pris le pouvoir je n'ai rien pu faire. Il n'y avait plus personne pour résister. »

JAMAIS ÇA!



CORONAVIRUS

Confinement et logement

À la demande des associations humanitaires, le gouvernement a décidé, dans le train de mesures pour lutter contre l'épidémie du coronavirus, de prolonger la trêve hivernale de deux mois.

Le logement est un secteur sensible dans lequel les salariéEs investissent beaucoup de leurs revenus, et le gouvernement ne pouvait faire l'impasse sur cet aspect de la question au moment où le confinement dans le logement s'impose.

Le report des expulsions ne fait pas tout

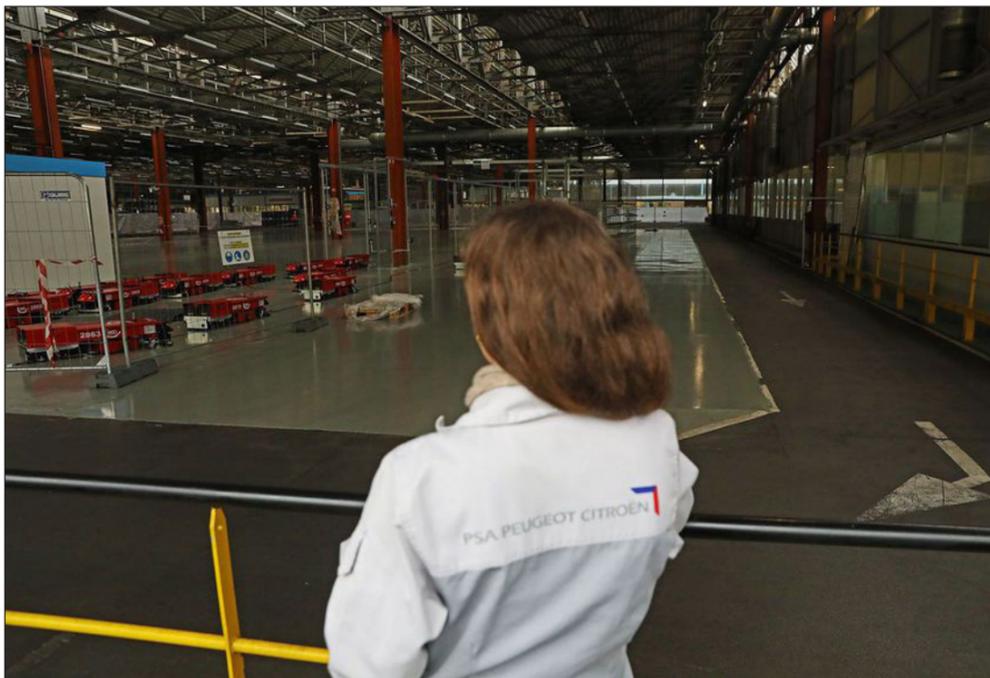
Mais cette prolongation ne porte que sur le concours de la force publique qui ne sera accordé qu'à partir du début juin, mais pas sur les procédures judiciaires engagées par les propriétaires ou le bailleurs qui, elles, pourront être poursuivies sans restriction. Encore faut-il que la justice suive. En effet, celle-ci est totalement engorgée suite à la grève des avocats, la réforme du code pénal et enfin le coronavirus. Si les procédures sont au ralenti, on peut craindre par contre un pic d'expulsions après le mois de juin pour rattraper le retard.

Mais le report des expulsions ne fait pas tout. Les associations (DAL, CNL...) ont demandé un moratoire sur les loyers et les charges durant la période de confinement. À juste titre. Le confinement va coûter plus cher à chacune alors que les revenus peuvent connaître une baisse brutale. La fermeture des restaurants d'entreprise et des cantines scolaires avec les repas à prix réduit et le repli sur la cuisine à la maison va entraîner plus de frais pour les ménages. De même, la présence permanente de plus de monde à la maison surtout si elle s'accompagne du respect des consignes de propreté, va entraîner des surcoûts de consommation d'eau et d'électricité.

Si Macron a annoncé des efforts pour les PME sur les charges et les loyers, il s'est bien gardé d'avancer sur ce terrain pour les particuliers. Il n'a pas été mis fin à la ponction sur les APL opérée par son gouvernement, qui continue donc de s'appliquer. Aussi la nécessité d'un plan d'urgence sociale pour faire face à l'épidémie doit intégrer les questions du logement : moratoire sur les expulsions, moratoire sur les impayés, moratoire sur les loyers, sur les coupures d'eau et d'électricité ; mais aussi réquisition des logements et bureaux vides pour mettre à l'abri dans des conditions décentes sans suroccupation celles et ceux privés de logement ; et réquisition des logements qui ont servi à AirBnb et qui ne servent plus à rien.

Les discours gouvernementaux moralisateurs et autoritaires cachent mal que ce sont les classes populaires qui vont payer plus cher les effets de cette crise.

Jean-Marc Bourquin



CORONAVIRUS

Pendant le contingentement, la lutte de classe continue

« Dans la guerre qui s'engage, la France aura pour elle le droit, dont les peuples, non plus que les individus, ne sauraient impunément méconnaître l'éternelle puissance morale. Elle sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'union sacrée et qui sont aujourd'hui fraternellement assemblés dans une même indignation contre l'agresseur et dans une même foi patriotique » (Raymond Poincaré, message du Président de la République aux Assemblées, 4 août 1914).

Si Macron fait mine de découvrir le caractère essentiel du secteur public en matière de santé, c'est bien, et avant tout, la préservation de l'activité économique, industrielle, des profits qui est au cœur des dispositions prises contre le développement de la pandémie du Covid-19. Sous couvert d'union sacrée c'est bien la même histoire qui bégaie. Au fil des jours et des annonces les contours d'une politique de classe dans la lutte contre la pandémie se renforcent.

Des décisions à géométrie variable

Dans les entreprises, les mesures de protection sont le plus souvent inexistantes, du fait notamment de l'insuffisance des moyens de protection mis à disposition des salariéEs. Pas de gel hydro-alcoolique, pas de masques, pas de blouses. Que l'on soit dépanneurE d'ascenseurs, postierE, livreurE d'Amazon, agentE de la RATP, de la SNCF, caissierE dans une grande surface, etc., les moyens qui devraient être mis à notre disposition sont le plus souvent inexistantes.

Les arrêts de production sont extrêmement rares et on pourrait même dire suspects d'effet d'aubaine. Dans l'automobile, la baisse des ventes amorcée depuis plusieurs mois pourrait bien être un des motifs des arrêts de production décidés chez PSA, Renault ou Michelin. Encore a-t-il fallu que les menaces ou les débuts de mobilisation des salariéEs les incitent à franchir le pas.

Dans nombre de secteurs, notamment couverts par les petites et moyennes entreprises, les difficultés d'écoulement de production pourraient se cumuler avec des problèmes d'approvisionnement pour les pièces, les matériaux venant de régions éloignées. Avec des possibilités de décisions d'arrêts de production dans les semaines à venir au prétexte de solidarité et de sécurité sanitaire. Dans ces secteurs, ce sont les salariéEs qui font les frais des mesures prises : retour de production en équipes

séparées, télétravail imposé, absence de toute protection, suppressions de postes frappant intérimaires, sous-traitants, prestataires, CDD, contrats de mission, etc. Dans ce domaine, si les annonces gouvernementales d'aide aux employeurs sont claires, la volonté et la capacité à assurer un maintien effectif du salaire de l'ensemble des salariéEs impactés sont plus que douteuses.

Enfumage et autoritarisme

Les appels à la responsabilité peuvent dépasser le secteur de la santé pour viser les grévistes de Radio France, enjoins à assurer le service public d'information plutôt que de lutter contre sa liquidation. Le report de la mise en œuvre de la réforme de l'assurance chômage, comme celui du vote de la réforme des retraites ou de la date d'autorisation des expulsions de logement, ne sauraient créer d'illusions sur une quelconque volonté du pouvoir de ne pas les imposer le plus rapidement possible. En effet, le gouvernement multiplie les effets d'annonce. Après les déclarations de Macron s'interrogeant sur les vertus du libéralisme, on a droit à l'annonce, par les Échos, de l'interdiction des licenciements, et à la déclaration de Lemaire : « Je n'hésiterai pas à employer tous les moyens qui sont à ma disposition pour protéger les grandes entreprises françaises. Cela peut passer par de la capitalisation ou une prise de participation. Je peux même employer le terme de nationalisation si nécessaire » (conférence de presse téléphonique du 17 mars). La lutte contre la pandémie Covid-19 s'accompagne, en France comme à l'échelle internationale, d'une exacerbation de la violence de classe. Les plus fragiles, les plus précaires vont être les plus violemment frappés. Cette lutte est d'ores et déjà le prétexte à un autoritarisme débridé, décomposé : attestation de déplacement obligatoire sous contrôle policier et militaire, fermeture des frontières, mise en place d'hôpitaux militaires... Beaucoup des mesures prises (télétravail, contingentement) visent ou ont pour conséquence le repli individuel, la destruction de collectifs, déjà largement à l'œuvre. L'absence de prises de position des directions syndicales nationales sur l'arrêt des productions inutiles et la mise en avant d'exigences sociales urgentes contribue à l'installation des sentiments de désarroi, d'impuissance¹. Plus que jamais, l'urgence est à la prise en mains de nos affaires, de toutes nos affaires.

Robert Pelletier

¹ - Le 17 mars dans l'après-midi, la CGT a finalement fait une déclaration allant en ce sens : <https://www.cgt.fr/comm-de-presse/le-monde-du-travail-doit-etre-mobilise-uniquement-pour-les-besoins-essentiels>

CORONAVIRUS Pour se réunir, de la solidarité et de la responsabilité !

La crise sanitaire est à prendre au sérieux, et elle modifie radicalement notre activité militante. Voilà quelques exigences à tenir pour les réunions du mouvement social qui doit, pour continuer à défendre notre politique, pouvoir se rencontrer d'une manière ou d'une autre...

1 - De façon générale, on ne peut plus tenir de réunions physiques. Il faut néanmoins tenir des réunions virtuelles en se servant des moyens de communication type Skype ou WhatsApp (applications gratuites sur ordinateurs et téléphones qui permettent de tenir des réunions à plusieurs participantEs). Ne pas rencontrer physiquement d'autres personnes reste encore la meilleure des protections...

2 - Si pour une raison exceptionnelle, une réunion physique doit être organisée, plusieurs mesures de précaution essentielles sont à respecter :

- Les personnes « fragiles » (âge, pathologie chronique, etc.) ou celles qui vivent en contact avec des personnes « fragiles » ne doivent en aucune façon participer à ces réunions physiques ;
- Les gens ayant de la fièvre et/ou des signes respiratoires doivent aussi bien évidemment en être écartés.

Pour les autres, il faut respecter les fameux « gestes barrières » : lavage des mains (au savon pendant 30 secondes) ou gel hydro-alcoolique à l'entrée de la réunion, pas de contact physique, distance de sécurité autour de 1,5 mètre minimum, pas d'échange de stylos... Il faut aussi s'assurer de la « sûreté » du lieu de la réunion : avant usage,

le mieux est de désinfecter les surfaces « dures » (métal, plastique, etc.) utilisées, telles que les tables, chaises, poignées de porte... Il faut aussi favoriser l'aération de la pièce dans laquelle on se réunit.



RETRAITES

La négociation des mesures d'âge est un marché de dupes

Édouard Philippe avait accepté la proposition CFDT d'ouvrir une conférence de financement et de retirer du projet de loi l'âge pivot, à condition que « les partenaires sociaux s'accordent sur d'autres modalités de financement afin d'équilibrer le régime de retraite universel ».

Le projet de loi publié à la suite du 493 permet néanmoins au gouvernement de prendre par ordonnance toutes les mesures permettant d'atteindre l'équilibre financier, y compris en modifiant l'âge légal de départ à la

retraite, alors que Macron s'était engagé à le maintenir à 62 ans. Et malgré l'engagement pris par le Premier ministre avec la CFDT, l'instauration dès 2027 d'un âge d'équilibre (autre dénomination de l'âge pivot) est maintenue.

MONTREUIL L'apocalypse, rue de Stalingrad

À Montreuil, le foyer Bara était une institution pour la population montreuilloise mais aussi pour toutes les maliennes. Construit il y a 50 ans pour loger 400 travailleurs, il en accueillait, il y a encore quelques mois, entre 800 et 1000 dans des conditions de vie extrêmement difficiles (roulement pour dormir dans les lits, locaux délabrés et laissés à l'abandon par le bailleur...). C'est pourquoi sa démolition était nécessaire.

Mais le foyer était dans le bas-Montreuil, une zone proche du métro et de Paris où les prix du m² sont désormais autour de 10 000 euros. La mairie, la préfecture et le bailleur auraient pu reconstruire un bâtiment neuf et fonctionnel sur le même site. Mais tout ce beau petit monde a décidé que le lieu était trop beau pour y loger des travailleurs immigrés et que l'emplacement de l'ancien foyer serait une opération financière juteuse. Dans un premier temps, on aurait pu croire que le maire, Patrice Bessac, avait décidé de venir en aide à ces travailleurs en réquisitionnant les anciens locaux de l'Afpa. Mais il y a quelques mois, au début de l'hiver, ils ont été expulsés. Le nouveau foyer a été reconstruit aux marges de la ville, et uniquement pour les occupants légaux de l'ancien foyer, laissant près de 300 personnes à la rue. Désormais, ceux qui n'ont pas trouvé de solution (familiale, par exemple) ont été remisés dans un petit hangar industriel, parkés dans la misère au 138 rue de Stalingrad. Et là c'est l'apocalypse.

Si le feu prend...

Dans ce petit local d'environ 250 m² survivent 230 travailleurs. De la végétation pousse à l'intérieur par les interstices d'une toiture qui fuit à plusieurs endroits. Certaines plaques du faux-plafond ne tiennent plus que par habitude. Les groupes de deux lits superposés, posés sur un sol défoncé, sont espacés par des « couloirs » de 50 cm. Aucune intimité. Le bruit et la lumière sont permanents pour le travailleur de nuit qui cherche le sommeil dans la journée. Il n'y a pas de chauffage et les nuits d'hiver sont glaciales dans ce local qui n'est pas isolé. Il n'y a que cinq toilettes de chantier (soit une toilette pour 45 personnes). Il n'y a que six douches et autant de lavabos, le tout ne fournissant que de l'eau froide pour se laver.

Il n'y a évidemment pas de cuisine. Dans un coin, sur une table, il y a juste une cafetière électrique et un four micro-onde. Aucune norme de sécurité n'est respectée. Si le feu prenait tous les occupants brûleraient vifs ou asphyxiés par les émanations de la combustion des matelas en mousse, tant l'espace entre les lits est faible et l'entassement maximum.

L'épidémie

À l'inhumanité de ces conditions de vie vient s'ajouter maintenant l'angoisse de l'épidémie de coronavirus. Après les restrictions d'accès à l'AME (Aide médicale d'État), les 230 occupants sont sans aucun soin depuis des mois. Les conditions de travail de certains de ces sans-papiers et leurs conditions de logement, ont affaibli aussi les organismes. Comment, dans ces conditions, résister à une maladie pour laquelle il n'y a pas de traitement? Comment se conformer à l'obligation de confinement alors que 230 êtres humains vivent les uns sur les autres, entassés dans un espace si petit? Dès qu'un premier cas



PAU DESFOREST

apparaîtra, beaucoup tomberont rapidement malades! Il y a fort à parier que les services sanitaires ne les prendront pas en charge. Le taux de mortalité risque d'être élevé... Pour éviter la catastrophe, il faut que la mairie les reloge dans les jours qui viennent, dans des lieux où ils pourront être isolés par petits groupes et où ils auront des conditions d'hygiène et sanitaires dignes, comme l'ensemble de la population. La mairie dispose actuellement de suffisamment d'écoles vides pour pouvoir

répartir ces 230 travailleurs montreuillois (depuis plus de 30 ans pour certains). Il faut aussi que l'État stoppe le harcèlement des migrants en les privant de soins: ces hommes et ces femmes sont en danger, et aussi, par ricochet, l'ensemble de la population. L'AME doit être remise en place sans aucune restriction. Mais une fois cette crise terminée, l'errance de ces 230 ex-Bara ne doit pas se prolonger: il faut exiger la construction d'un nouveau foyer de travailleurs sur la commune.
Fred Errique



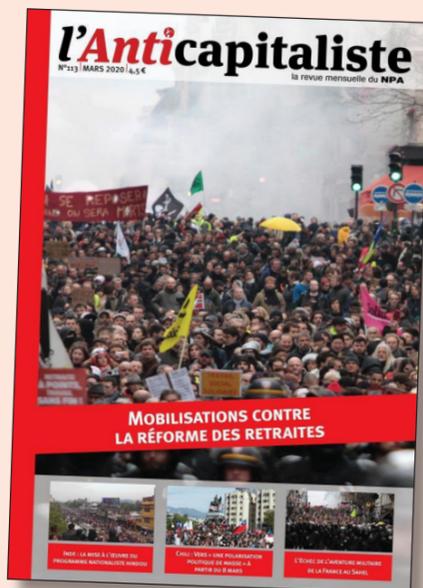
l'Anticapitaliste
la revue

Le n°113 est disponible

Vous pouvez vous le procurer
en envoyant un chèque de
4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez
le formulaire page 12.



TRANSPORTS Mobilisés contre l'ouverture à la concurrence dans le transport privé en IDF

Vendredi 13 mars, les salariéEs du réseau de transport francilien Optile (organisation professionnelle des transports d'Île-de-France) étaient en grève, à l'appel de l'intersyndicale. Ce réseau regroupe 80 entreprises privées, dont les grandes multinationales Transdev, Keolis et Ratp Dev, pour 11 000 salariéEs qui desservent 90% des communes d'Île-de-France.
Reportage sur un piquet de grève.

Il est midi au piquet du dépôt Transdev TRA de Villepinte. Une soixantaine de grévistes s'affairent autour d'un barbecue, dont plusieurs venus de dépôts voisins (Coubron et Chelles). Si la grève n'est prévue que pour une journée, le piquet est tenu depuis 2 heures du matin et pour 24 heures. Face à l'annonce de Valérie Pécresse, présidente de la Région IDF, d'accélérer l'ouverture à la concurrence dans le transport francilien, les grévistes réclament le maintien de leurs acquis (salaires, primes, conditions de travail) menacés s'ils passent sous le chapeau d'une nouvelle entreprise. La présence de quelques machinistes de la RATP et leur accueil chaleureux rappellent que face au patronat, le combat est le même pour tous les travailleurEs du transport, qu'ils soient du public ou du privé.



DR

Détermination

À Villepinte, ils étaient 150 grévistes sur plus de 600 salariéEs, parmi lesquels beaucoup de jeunes dont c'est la première grève. Dans ce secteur qui n'a pas connu de mobilisation depuis plusieurs années, certains dépôts comptaient jusqu'à 100% de grévistes, mais parfois tous remplacés par des intérimaires. Cela démontre la détermination d'une bonne partie des chauffeurs de bus à refuser les attaques de la direction, y compris celles à venir. Par ailleurs, cette journée fait suite à un droit de retrait déposé quelques jours plus tôt pour contester les normes de sécurité ridicules mises en place contre la propagation du coronavirus.

Cette journée de mobilisation aura-t-elle des répliques? En l'absence d'AG des salariéEs, la seule perspective donnée était une réunion de discussion entre tous les syndicats et la direction générale IDFM, prévue le jour même. Cette grève organisée était pour les syndicats un moyen de faire « pression » et « peser » sur les négociations, sans proposer de suite. Cela dit, et malgré les circonstances, l'appel d'offre n'ayant pas été lancée, il n'est pas exclu que ces conducteurs refassent parler d'eux à l'avenir.

Myriam Rana

Cette conférence est une filouterie, et il est heureux que la CGT et FO refusent d'y participer. Le document remis à l'ouverture de la conférence prend acte de l'acceptation par les organisations syndicales et patronales présentes d'une mesure d'âge si elle est accompagnée d'autres mesures. Plusieurs dispositions pourraient donc être simultanément prises. Parmi les scénarios discutés figurent une prolongation de la durée de cotisation avant le départ en retraite, « l'âge minimal du temps plein » (troisième appellation de l'âge pivot) qui pourrait augmenter de quatre mois par an. Et pour « les autres modalités », le fond de réserve des retraites pourrait être un peu mis à contribution.

Nul besoin de mesures d'âge

Le Conseil d'orientation des retraites (COR) prévoit un manque de financement

des retraites en 2025 situé entre 7,9 et 17,2 milliards d'euros. C'est très peu au regard du budget global des retraites qui est de 300 milliards. À noter aussi que l'État prévoit en 2020 un déficit de 93,1 milliards (avant l'apparition du coronavirus!) pour des recettes de 291,8 milliards...

Le COR reconnaît les limites de ses propres prévisions, en précisant que l'écart annoncé dans son chiffre varie selon la convention comptable choisie et la croissance de la productivité d'ici 2025, qui n'est pas prédictible. Si l'on retient l'hypothèse la plus élevée, 17,2 milliards de déficit, l'augmentation de la part patronale de la cotisation sociale de 0,2 point par an jusqu'en 2025 suffirait pour équilibrer le budget des retraites, mais il est peu probable que cette mesure soit retenue, le Medef s'y opposant totalement.

Les gouvernements successifs ont construit par diverses mesures le déficit des différentes branches de la Sécurité sociale, notamment les retraites: ils ont décidé de transformer le Crédit d'impôts pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en diminutions de la part patronale des cotisations sociales, de supprimer la compensation par l'État de ces exonérations, de diminuer la contribution de l'État à l'équilibre des régimes de la fonction publique et des régimes spéciaux, alors que c'est prévue par la loi.

Même si un véritable déficit des retraites apparaît, pour des raisons démographiques par exemple, il ne serait pas nécessaire d'augmenter les cotisations, de repousser l'âge de départ, de réduire les pensions... Le fonds de réserve des retraites des régimes de base est doté de plus de 30 milliards d'euros et celui des caisses de retraites



DR

complémentaires de 116 milliards. De plus la Caisse d'amortissement de la dette sociale bénéficiera en 2024 de 24 milliards d'euros

par an alors qu'elle annonce que cette dette sera amortie à partir de cette date.
S. Bernard

Municipales

Communiqué de la liste «Saint-Étienne vraiment à gauche, pour un monde meilleur»

Une liste soutenue par le NPA.

Notre liste «Saint-Étienne vraiment à gauche, pour un monde meilleur» a recueilli 336 voix et 7,37% des suffrages exprimés. Elle obtient ainsi une élue, Noura Hamiche. D'abord nous remercions les habitantes et les habitants de Saint-Étienne qui ont permis ce résultat, dans un contexte très particulier (maintien des élections malgré la pandémie du Covid-19) qui a entraîné une abstention massive, à plus de 70% dans notre commune.

Elections municipales des 15 et 22 mars 2020 - Saint-Etienne-du-Rouvray

Saint-Etienne vraiment à gauche, pour un monde meilleur

Liste soutenue par le Nouveau Parti Anticapitaliste



Valeurs anticapitalistes

Ce soutien populaire permettra à notre élue de représenter les intérêts des habitantes et des habitants, particulièrement les plus pauvres, au conseil municipal. En tant que groupe, nous y défendrons notre programme, des logements dignes pour tous, des rénovations de quartiers réalisées avec les habitants, l'arrêt de la destruction de la forêt du Rouvray, des espaces verts, des arbres partout où c'est possible, des conditions de travail et des salaires dignes pour les employéEs municipaux, la lutte contre les contrats précaires, etc.

Notre combat se situera aussi au niveau national et même international. Nous sommes porteurs de valeurs anticapitalistes. Nous voulons construire avec vous un monde meilleur, un monde antiraciste, un monde sans exploitation, sans frontière, un monde à construire ensemble, maintenant. Nous défendrons ensemble nos intérêts communs, pour une politique municipale vraiment à gauche, pour une vie meilleure à Saint-Étienne-du-Rouvray et ailleurs!

Nous terminerons par quelques mots sur la situation provoquée par le Coronavirus. Notre soutien va vers le personnel hospitalier qui fait face à cette épidémie avec des hôpitaux dégradés par des années d'austérité de droite comme de gauche, et vers l'ensemble des salariéEs du service public. Avec notamment le personnel de l'Éducation nationale qui se trouve aussi en première ligne. Sans oublier toutes celles et tous ceux qui viennent en aide aux personnes âgées, aux personnes en difficultés. Nous sommes toutes et tous impactés par cette épidémie et par les mesures prises par le gouvernement. Les dizaines de milliards que le gouvernement découvre comme par magie doivent aller vers les plus pauvres et non vers les grandes entreprises, vers la Bourse. Nous refusons l'unité nationale prônée par un gouvernement qui sert les possédants et qui a profité de l'épidémie pour utiliser le 49.3 sur la réforme de la retraite à points. La seule unité que nous défendons c'est celle des peuples, des travailleurs et des travailleuses, des jeunes, des femmes, des opprimés, de toutes celles et ceux qui se battent pour un monde meilleur. **Saint-Étienne du Rouvray, le 15 mars 2020**

Municipales

Bordeaux: on est là!

L'épidémie et le confinement ne nous permettent pas de «fêter» notre résultat de 11,77% et notre qualification pour le second tour. Nous entrons dans une période troublante, une sorte de pause, les priorités vont changer durant les semaines qui viennent même si nos combats ne doivent pas être mis en veille.



Tout ce que nous avons dénoncé pendant la campagne se trouve être illustré par la crise sanitaire actuelle. Notre anticapitalisme, notre programme de rupture avec les logiques de marchandisation, notre défense des services publics (de santé et autres) des circuits courts, de l'autonomie alimentaire, de la démocratie directe... tout cela sonne vraiment juste aujourd'hui.

PrésentEs dans la campagne

L'abstention à Bordeaux, comme partout, a été énorme, ce qui relativise les résultats. Mais quand même, pour une première fois, ce qu'on peut appeler la gauche «radicale» s'est fait clairement entendre. Au-delà du score, depuis l'annonce de notre participation le 24 janvier, toute la campagne a été marquée par notre présence.

En rappelant que Bordeaux n'est pas la ville bourgeoise qu'on croit, mais bien une ville avec de nombreux quartiers populaires, de la précarité, de la souffrance, de l'exclusion. Une ville où la confrontation de classes est bien là, où il faut simplement sortir celles et ceux d'en bas de l'invisibilité.

Nous avons ainsi tenté en permanence de faire entendre une autre voix, celle de notre camp social, celle des luttes, de la colère contre les inégalités mais aussi de défendre une perspective autre, un programme qui réponde aux urgences sociales, écologiques et démocratiques.

Nous avons fait bouger des lignes, imposé des sujets sociaux dans les débats, nous avons dérangé, bousculé les candidats de la bourgeoisie. Nous avons fait plaisir à plein de gens, redonné de la fierté, renforcé des réflexes de classe, créé l'envie de voter ou de revoter. La campagne s'est déroulée d'une manière extraordinaire. Partout du soutien, des messages de sympathie, de la solidarité. L'équipe qui a milité sur le terrain, qui a tracté, collé, discuté sur les marchés, dans la rue est aussi celle qui a assumé les tâches techniques ou logistiques, comme l'administratif, le budget, la conception des tracts et affiches, l'organisation des réunions publiques, les liens avec les médias. Nous avons été des dizaines à faire ce gros travail collectivement et avec enthousiasme. Et nous en sommes heureux.

Aller chercher des éluEs

Alors l'ambiance de fin de campagne s'est, de fait, refroidie avec les mauvaises nouvelles sur le front sanitaire. Et puis nous savons bien qu'avec 11,77%, la donne ne change pas radicalement sur Bordeaux. Mais nous avons un deuxième tour à faire, nous serons donc là pour continuer la bataille et aller chercher des éluEs, nous pensons à tout le travail militant que nous allons pouvoir faire derrière, dans les quartiers, avec les associations, les syndicats, avec les habitantEs...

On a une grosse bataille en perspective car nous serons confrontés à la pression du vote «utile». Le maire en place, juppéiste, symbole de 72 années de droite, est sérieusement menacé par «l'opposant»



BORDEAUX EN LUTTE

de la gauche écolo-socialo, qui de fait représente l'espoir d'une alternance historique. Et nous, là-dedans, possiblement perçus comme ceux qui feraient perdre

la «gauche». La liste «Bordeaux en LuttEs» est soudée, certaine de son choix, on sera au second tour, contre la droite, mais en désaccord avec la prétendue gauche, on sera

là pour une rupture politique et sociale, pour envoyer des militantEs du mouvement social au parlement bordelais et celui de la Métropole. **Béatrice Walylo et Philippe Poutou**

DPT	VILLE	NOM DE LA LISTE	TÊTE DE LISTE	RÉSULTATS
12	Millau	Alternative écologique et anticapitaliste	Camille Valabrègue	8,08 %
17	Saintes	Saintes, écologique et solidaire	Rémy Catrou	19,12 %
29	Quimper	Coopérative écologique et sociale	Sylvie Casimiro de San Leandro	4,68 %
31	Toulouse	Toulouse anticapitaliste	Pauline Salingue	1,52 %
33	Blanquefort	Blanquefort en luttes	Marie-Mathilde Brun	9,77 % (1 élue)
33	Bordeaux	Bordeaux en luttes	Philippe Poutou	11,77 %
33	Cenon	Anticapitalistes! Pour les luttes des travailleurs et de la jeunesse!	Christine Heraud	6,79 % (1 élue)
33	Lormont	Anticapitaliste pour les luttes des travailleurs et de la jeunesse	Monica Casanova	6,97 % (1 élue)
33	Mérignac	Anticapitalistes! Pour les luttes des travailleurs et des classes populaires	François Minvielle	1,37 %
33	Pessac	Anticapitalistes! Pour les luttes des travailleurs et des classes populaires	Isabelle Ufferte	3,15 %
37	Tours	C'est au Tour(s) du peuple	Claude Bourdin	5,54 %
37	Saint-Pierre-des-Corps	PACTE Populaires, AntiCapitaliste, pour une Transformation Écologique	Cindy Laigneau	6,42 %
38	Grenoble	La commune est à nous!	Bruno De Lescure	3,24 %
39	Lons-le-Saunier	Lons en commun	Géraldine Revy	3,61 %
44	Nantes	Anticapitalistes et révolutionnaires	Riwan Chami	0,88 %
59	Roubaix	Les anticapitalistes de Roubaix	Marc Dubrul	0,55 %
59	Lille	Résistance anticapitaliste	Alexandre Chantry	0,88 %
66	Perpignan	L'Alternative, Perpignan écologique et solidaire	Caroline Forgues	6,58 %
67	Strasbourg	Strasbourg anticapitaliste et révolutionnaire	Clément Soubise	0,82 %
73	Chambéry	Chambéry poing levé	Laurent Ripart	1,98 %
76	Rouen	Nos vies, pas leurs profits. Rouen en luttes!	Marc Fouilloux	1,06 %
76	Saint-Étienne-du-Rouvray	Saint-Étienne vraiment à gauche, pour un monde meilleur	Nora Hamiche	7,37 % (1 élue)
84	Avignon	Avignon citoyenne et populaire	Farid Farissy	5,37 %
84	Apt	Apt pour tous!	Jean-Marc Dessaud	11,32 %
86	Poitiers	Poitiers anticapitaliste	Manon Labaye	2,94 %
88	Gérardmer	Gérardmer solidaire	Eric Defranould	17,34 %
92	Clamart	Un autre Clamart	Madeleine Bahloul	5,07 %
93	Saint-Denis	Saint-Denis anticapitaliste	Cathy Billard	2,02 %
93	Montreuil	Montreuil rebelle, au service des luttes populaires	Julien Sojac	3,41 %
94	Ivry	Ivry anticapitaliste et révolutionnaire	Brenda Labat	1,93 %
95	Argenteuil	Argenteuil tous ensemble!	Omar Slaouti	11,52 %
95	Pontoise	Pontoise à gauche vraiment	Solveig Hurard	9,81 %
95	Cergy	Décidons Cergy	Gwenola Ferran-Rocchi	6,77 %

Essai

Plan B pour la planète : le New Deal vert, de Naomi Klein

Actes Sud, 416 pages, 23 euros.

Dans son ouvrage *Plan B pour la planète : le New Deal vert*, Naomi Klein reprend des textes écrits entre 2010 et 2019 sur la nécessité d'un changement radical de système économique pour lutter contre le réchauffement climatique. Les luttes locales sont utiles, mais la lutte globale, contre le système, est vitale. Elle expose donc des mesures fortes, qui auront des répercussions positives sur toutes les crises (climatique, sociale, de biodiversité). Pour l'auteure, les climatosceptiques, presque toujours des hommes, blancs, chargés pour nier la réalité décrite par 97% des scientifiques car ils ont bien compris que contenir la hausse de la température sous les 1,5°C est incompatible avec le « marché libre », que le problème n'est pas le réchauffement du climat, mais le système capitaliste qui l'a produit. Ils diabolisent donc tout changement.

Naomi Klein exhorte à profiter de la prise de conscience de plus en plus large sur la nocivité du capitalisme pour promouvoir un système économique de transition, redistributif, démocratique, solidaire et émancipateur, dans les limites de la biosphère.

Quel est son plan B ?

À partir du constat « *qu'après des années de recyclage, de compensations carbone et de changements d'ampoules... l'action individuelle ne sera jamais la solution à la crise climatique* », Naomi Klein propose un programme en six points, tout en détaillant les modifications



climatiques inquiétantes et la perte dramatique de biodiversité. D'abord, elle insiste pour placer l'action du New Deal vert dans la sphère collective et non privée. De lourds investissements publics seront nécessaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de façon radicale : métros, trams, transports publics urbains abordables, voire gratuits, logements économes en énergie, proches des transports en commun, abordables, réseau électrique alimenté en énergie renouvelable, effort colossal dans la recherche. Ces investissements n'ont pas pour but d'être rentables, mais leur coût social, humain, écologique sera moindre pour la communauté. Naomi Klein réhabilite la planification qui englobe l'industrie, les plans d'occupation des sols, la reconversion des travailleurs dont

les emplois deviendront obsolètes au fur et à mesure de la sortie des énergies fossiles. L'agriculture y est incluse, pour faire face à l'érosion des sols, aux conditions météo et à la dépendance aux intrants chimiques, pour le développement de cultures pluriannuelles en polyculture...

D'autre part, Naomi Klein affirme qu'il faudra « *interdire les comportements dangereux et destructeurs des entreprises... imposer des plafonds stricts de quantités de carbone à émettre, exclure toute nouvelle centrale à charbon, supprimer les projets d'extraction du gaz et du pétrole.* » Un encadrement contraignant donc.

En outre, elle part en guerre contre le libre-échange des produits manufacturés, bon marché, jamais réparables, des produits agricoles, pour la relocalisation des productions, la diminution des consommations des 20% les plus riches au profit de l'augmentation des consommations pour celles et ceux qui n'ont rien ou si peu. Le privé est disqualifié pour couvrir les domaines de l'enseignement, des loisirs et du soin, réservés au secteur public ou non lucratif... Enfin, un ensemble de mesures fiscales sont promues : taxer les riches, augmenter les impôts des entreprises, supprimer les subventions aux énergies fossiles, chasser la fraude fiscale, taxer le carbone. Les 900 milliards de dollars de bénéfices des cinq principales compagnies pétrolières, ces dix dernières années, captés par les actionnaires et le lobbying du secteur, serviront à financer le new deal vert. Comme les firmes

s'y opposeront, N. Klein affirme qu'il faudra les nationaliser.

Seule solution : changer le système !

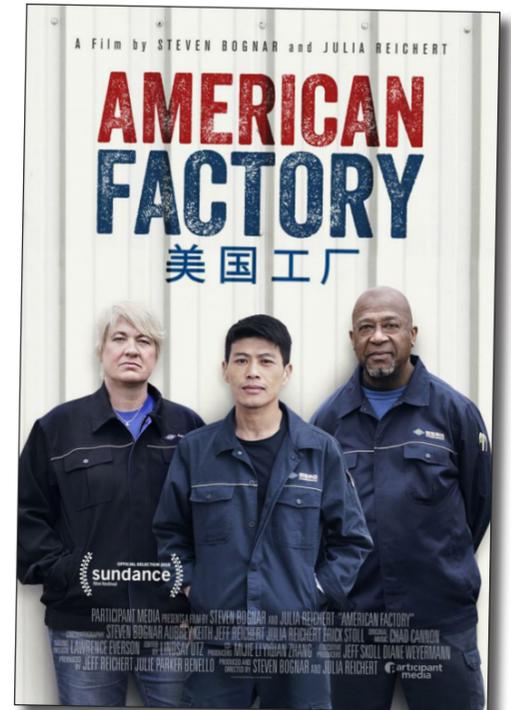
Les propositions des écologistes adeptes des taxes, compensation carbone... sont critiquées pour leur inutilité. Mais surtout, N. Klein pourfend les apprentis sorciers de la géo-ingénierie dont les technologies, plus dangereuses les unes que les autres, peinent à cacher la collusion entre certains scientifiques et les grands groupes capitalistes. L'alternative est claire pour l'auteure. Soit les climatosceptiques gagnent la bataille, quitte à sacrifier une partie des populations, qui n'auront d'autres choix que de périr en mer ou de se heurter aux murs érigés aux frontières des pays dominants. Soit les peuples réussissent à se rassembler dans les luttes qui s'organisent sur tous les continents, pour réclamer plus d'égalité et de démocratie, pour changer de système économique. Du côté de celles et ceux qui se mobilisent afin de retirer le pouvoir à la poignée de parasites criminels qui mènent l'humanité à sa perte, elle offre un programme de transition inspiré des revendications des jeunes, des peuples indigènes, des luttes écoféministes, en rupture avec le néolibéralisme. Nous y trouvons des résonances avec notre programme écosocialiste et l'occasion de fortifier nos réflexions communes. La lutte pour le climat qui unit les peuples d'un continent à l'autre, avec les mêmes revendications, est nouvelle et centrale aujourd'hui. Naomi Klein l'a bien compris.

Commission nationale écologie du NPA

Documentaire

American Factory

De Steven Bognar et Julia Reichert, 1h55 min. Disponible sur Netflix (pratique en ce moment).



Exploitation sans frontières

Hiver 2008 : des syndicalistes réunissent des salariéEs devant une usine General Motors près de Dayton (Ohio) pour leur annoncer la fermeture : le trust de Detroit licencie 2400 personnes. Six ans plus tard, un milliardaire chinois qui se fait appeler « président » rachète le site pour son entreprise de vitrage automobile. Au-delà de la mégalomanie patronale, le documentaire montre comment les « repreneurs » font du chantage à l'emploi pour rafler des subventions dans une ville sinistrée.

Les 2000 travailleurEs sont mal payés et subissent un management agressif qui dresse contre eux les 200 employéEs chinois chargés de les faire trimer comme en Chine. Une virée de contremaîtres américains y révèle la dureté de la condition ouvrière, là où le secrétaire du syndicat (et chef local du PCCC) est le beau-frère du patron ! Malgré quelques clichés (armes et prières aux USA - obéissance aux chefs et patriotisme en Chine), le film décrit bien la dégradation du rapport de forces entre travailleurs et patrons dans l'Amérique d'aujourd'hui.

Chasse aux ouvriers trop revendicatifs

L'exploitation acharnée des ouvriers appelle une riposte collective. Mais la seule perspective proposée est le vote en faveur du syndicat de l'automobile (UAW). Certes, des patrons chinois ou américains rejettent le système qui consiste à « syndiquer » une entreprise. On voit ainsi la direction faire la chasse aux ouvriers trop revendicatifs et payer des consultants mercenaires pour empêcher la création du syndicat. Cependant, ce vote pour « syndiquer » l'entreprise (qui rappelle Norma Rae) n'a rien à voir avec une mobilisation. Le film ne montre pas que le syndicat est parfois un auxiliaire des patrons. Lors de la crise de 2008 comme dans la grève de l'automne 2019 chez GM, l'UAW a négocié les reculs plutôt qu'organiser la riposte.

Le film revendique d'ailleurs une véritable cogestion entre syndicats et bons capitalistes américains (ceux de General Motors ?), avec une législation du travail qui motive les salariéEs et l'espoir de toucher quelques miettes des profits.

Tout un programme : celui du Parti démocrate, qui apparaît à travers un sympathique sénateur local. Le ton protectionniste voire anti-chinois de ce documentaire sponsorisé et co-produit par Obama est assumé. Les Démocrates veulent reconquérir ce « swing state » ouvrier gagné par Trump en 2016. Mais c'est bien Obama qui nationalisa les pertes de General Motors en 2009 pendant que des dizaines de milliers de salariéEs étaient sacrifiés.

Alors à « l'esprit américain » qu'il célèbre, on préfère les scènes du film qui montrent la solidarité de classe qui, elle, dépasse les frontières !

Hugo Weil

Essai

Les Raisins de la misère, d'Ixchel Delaporte

Éditions du Rouergue, 208 pages, 18 euros.

Pour comprendre les raisons de la coïncidence entre la carte de la pauvreté et la carte des grands crus, la jeune journaliste Ixchel Delaporte a sillonné pendant 18 mois ce « couloir de la pauvreté », comme l'a défini une enquête de l'Insee, de 250 km de long sur 60 de large, de Pauillac à Saint-Émilion et au Sauternais.

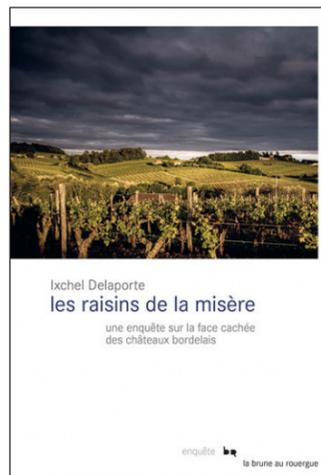
Le glamour et les paillettes en prennent un coup

Dans une série de 21 chapitres de quelques pages, elle rend compte de ses découvertes, surtout grâce aux rencontres avec les travailleurEs de la vigne et du tourisme, précaires, saisonniers, français ou immigrés, pauvres majoritairement, souvent usés et malades en raison d'un travail dur et de conditions de vie difficiles.

Des rencontres aussi avec des militantEs contre les pesticides, des syndicalistes CGT, des petits

viticulteurs à la peine, des maires de petites communes sinistrées. De l'autre côté, celui des riches et des châteaux, de la carte postale, ses demandes d'entretiens n'ont pas eu beaucoup de succès ! Mais elle explique les profits éhontés, l'influence des lobbies du vin sur la vie politique et la vie tout court de la région. Le vin représente le deuxième plus gros marché en France après les armes ! Forcément, ça pèse...

On en apprend de belles au fil des pages : comment un grand château comme Pichon à Pauillac a obtenu 800 millions de l'UE, pourquoi sur 20 mécènes de l'institut Bergonié, on retrouve 15 grands châteaux et négociants bordelais, ou bien le rôle de l'esclavage dans la fortune d'un pinardier comme le château Nairac, etc. Le glamour et les paillettes en prennent un coup ! Ce livre se lit comme un roman, avec beaucoup d'informations sans jamais être assommant car



d'une écriture vivante pleine de sentiments de ceux et celles à qui Ixchel Delaporte donne la parole, dans la lignée des livres de Florence Aubenas par (bon !) exemple. Un premier livre qu'il faut encourager ! J.R.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Fermée,
commandes
et livraisons
possibles

CORONAVIRUS : UN PLAN D'URGENCE SANITAIRE ET SOCIALE

Imposer les moyens d'appliquer les mesures barrières

Face à l'expansion de l'épidémie, les mesures pour limiter la propagation du virus et permettre au système de santé de faire face, malgré ses faiblesses, sont connues et doivent être appliquées : réduire au maximum les contacts et se protéger au mieux quand ces contacts sont indispensables

Encore faut-il s'en donner les moyens !

- Les entreprises et services non strictement indispensables doivent être fermés. Le confinement de la population, si une partie d'entre nous continuent de se côtoyer en allant travailler, n'a aucun sens.

- Lors des déplacements nécessaires, chacun et chacune doit pouvoir se protéger et protéger les autres. Or personne, y compris les personnels en première ligne ne dispose de masques adaptés en quantité suffisante, de gel, etc.

Mesures immédiates :

- Les organisations syndicales, associations, collectifs citoyens doivent se mobiliser pour faire appliquer les mesures barrières par l'information et la conviction ;

- La recherche et l'achat des produits indispensables (masques, gel...), leur production et leur distribution gratuite à l'ensemble de la population, doivent être placées sous contrôle public ;

- Il faut agir dans les syndicats et sur les lieux de travail pour imposer la fermeture de toutes les entreprises qui ne sont pas nécessaires à la vie quotidienne. Le droit de retrait des salariéEs, face à des situations dangereuses auxquelles ils sont exposés sans protection par leurs employeurs doit être défendu et appliqué.

Donner au système de santé les moyens de faire face à l'urgence sanitaire

Dans son allocution du 12 mars, Macron déclarait : « Le gouvernement mobilisera tous les moyens financiers nécessaires pour porter assistance, pour prendre en charge les malades, pour sauver des vies quoi qu'il en coûte ». Eh bien chiche ! On ne réparera pas en quelques jours les dégâts d'années d'attaques et de restrictions sur le système hospitalier, mais il est au moins possible d'embaucher sans limitation les professionnels disponibles, et en leur proposant dès aujourd'hui, si ils et elles le souhaitent, un recrutement définitif, statutaire. Macron n'a-t-il pas déclaré : « Beaucoup des décisions que nous sommes en train de prendre, beaucoup des changements auxquels nous sommes en train de procéder, nous les garderons parce que nous apprenons aussi de cette crise » ?

- Le fonctionnement « à l'activité » des hôpitaux, sur le modèle du privé, doit être immédiatement abrogé ;

CONTRE LE CORONAVIRUS, NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS ! POUR UN PLAN D'URGENCE SANITAIRE ET SOCIALE, VITE !

POUR PROTÉGER TOUTE LA POPULATION DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

- Suspension de toute forme de contrôle des bénéficiaires de prestations sociales
- Retrait des réformes concernant les retraites et l'assurance chômage
- Interdiction des expulsions locatives et réquisition des logements vides
- Levée de toutes les restrictions sur l'accès aux soins pour les sans-papiers

- Les cliniques privées doivent être mises à contribution au même titre que le secteur public et ne pas pouvoir continuer à choisir les actes rentables tandis que l'hôpital public fait face à l'urgence ;
- Les revendications des personnels hospitaliers avancées depuis des mois (salaire, effectifs, conditions de travail) doivent être enfin satisfaites.

Ce n'est pas aux salariéEs et à la population de payer la crise

La mise en œuvre du plan sanitaire n'est possible que si elle s'accompagne d'un volet social, garantissant à chacunE le maintien intégral du salaire ou d'un revenu de remplacement pour tous les salariéEs sans activité ou dans l'obligation de rester chez eux pour garder leurs enfants :

- Refus de toute forme de télétravail pour les salariéEs devant garder leurs enfants ;

- Suspension de toute forme de contrôle des bénéficiaires de prestations sociales ;

- Financement, par les employeurs, des mesures d'hygiène sur les lieux de travail (gels, temps de pause pour se laver les mains, etc.) ;

- Suppression des jours de carence ;

- Retrait des réformes des retraites et de l'assurance chômage ;

- Interdiction des expulsions locatives et réquisition des logements vides ;

- Levée de toutes les restrictions sur l'accès aux soins pour les sans-papiers ;

- Interdiction de tout licenciement et toute suppression d'emploi (y compris intérimaires et vacataires).

Contre toute tentative autoritaire

Le contrôle et la vigilance de la population (avec ses organisations associatives, syndicales...) sont d'autant plus de mise qu'il y a un danger réel que les mesures prises, et justifiées par la lutte contre l'épidémie, relèvent d'autres buts moins avouables, comme celui de restreindre les libertés démocratiques, d'empêcher toute forme de contestation et de mobilisation sociale, ou de faire tourner à tout prix la machine économique dans l'intérêt des possédants :

- Refus de la militarisation de la société, exigence d'information et de contrôle, par des collectifs de syndicats, d'associations de citoyens, des mesures mettant en cause les droits démocratiques ou imposant le maintien au travail ;
- Organisation de la solidarité dans les quartiers, pour les personnes vulnérables, qui sont isolées (distribution de courses, de médicaments, etc.).

« Dépenser sans compter », mais qui paiera ?

Macron, dans son allocution du 12 mars, a affirmé la nécessité de « dépenser sans compter » pour sortir de la crise. Certes, mais au bout du compte qui paiera ? Car c'est l'État qui va avancer les dizaines de milliards nécessaires.

Il faut d'ores et déjà affirmer le refus de faire payer cette crise à la grande majorité de la population :

- Ce sera aux grandes entreprises de financer ces mesures d'urgence, au moyen, pour commencer, d'un impôt exceptionnel.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

LE CORONAVIRUS ET LES « INVISIBLES » DU NETTOYAGE.

Le personnel d'Onet santé qui s'occupe du ménage au CHU de Nantes (Hôtel-Dieu, Saint-Jacques, Laennec...) est en grève ce lundi 16 mars. Les agents dénoncent les conditions de travail qui se dégradent fortement avec le coronavirus. Ce lundi soir, face à la crise actuelle, les grévistes ont choisi de suspendre leur mouvement. La coupe est pleine. Pour le personnel d'entretien, rien ne va plus. « Ceux qui font le ménage ne sont pas pris en compte. On n'a pas de gel hydroalcoolique, pas de gants. On a l'impression d'être des personnes invisibles », précise Bedjjelel Lynda, représentante CGT chez Onet santé, le prestataire mandaté pour l'entretien des locaux du CHU de Nantes, « et depuis quinze jours, nous n'avons plus de désinfectant ».

Face à cette situation, et dans un contexte de difficultés pour la garde des enfants, des agents ne vont plus travailler et font valoir leur droit de retrait. « On compte actuellement 32 personnes qui ont fait valoir leur droit de retrait », selon la CGT du prestataire (sur plus d'une centaine d'agents).

« Depuis des mois, on a déjà réduit le temps de travail. Une seule personne doit faire des prestations qui devraient être faites par deux personnes. Avec le coronavirus, la situation est de plus en plus compliquée ».

Le personnel d'entretien intervient dans les salles d'attente, les blocs opératoires, les halls, les espaces de consultations, etc. « Nous travaillons également en gériatrie face aux personnes les plus exposées. Rien n'est fait face à ça », déplore la représentante syndicale. Les agents en grève ont eu un échange avec la direction du CHU sur leurs revendications et « la liste de ce qui nous manque ». Ils attendent également des réactions rapides de la direction d'Onet face à cette situation exceptionnelle.

En fin d'après-midi, le personnel a décidé de suspendre sa grève face à la situation de crise liée au coronavirus. Mais le mouvement devrait reprendre plus tard.

Pour Onet, « le protocole mis en place au CHU est respecté » et les produits – désinfectant, etc – sont disponibles pour le personnel.

« Nantes. Agents d'entretien en grève à l'hôpital : « On n'a plus de désinfectant », Presse-Océan, 16 mars 2020.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 25 €	<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 60 €	<input type="checkbox"/> 120 €	<input type="checkbox"/> 45 € <input type="checkbox"/> 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre	
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org